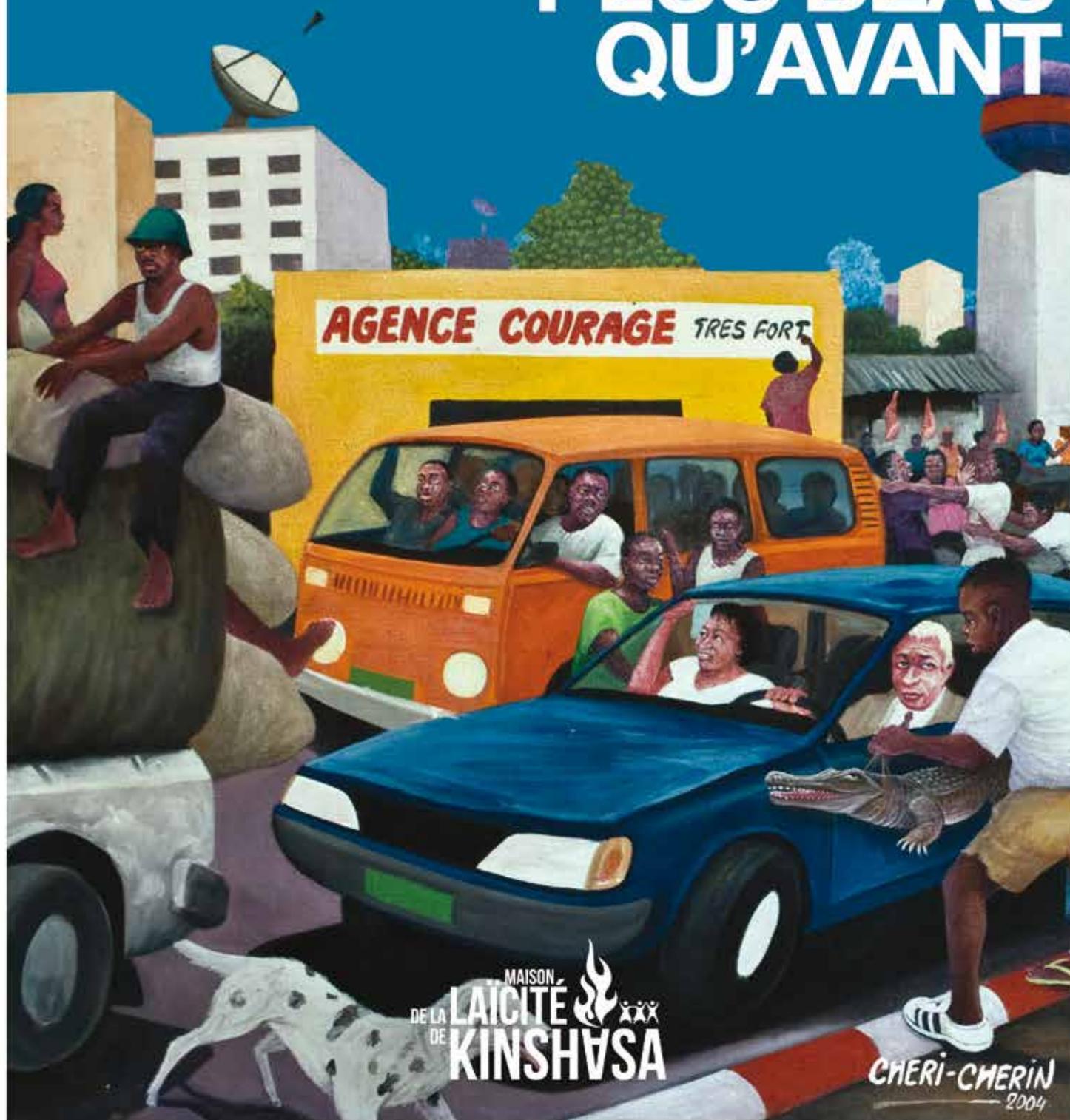


# CONGO, LIBERTÉS BÂTIR UN PAYS PLUS BEAU QU'AVANT

MAGAZINE DE LIAISON  
DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ  
DE KINSHASA #7 - JANVIER-JUIN 2016



MAISON  
DE LA LAÏCITÉ  
DE KINSHASA

CHERI-CHERIN  
2004

## MAISON DE LA LAÏCITÉ DE KINSHASA

### Éditeur responsable

Maison de la Laïcité  
de Kinshasa

### Directeur de la publication

Nicaise Chikuru Munyioyogwara

### Directeur de la rédaction

A.T. Lukusa Menda

### Secrétaire de rédaction

Thomas Lelo

### Comité de rédaction

André T. Lukusa Menda  
Robert Musa Kayoka  
François Kalambayi  
Florent Babaapu  
Thomas Lelo

### Conception

Calmeac-Editions

### Réalisation

Calmeac-Editions

### Mise en page

Bruxelles Laïque

### Contact

Congo Libertés  
Chez Maison de la Laïcité  
de Kinshasa  
482, av. Zinnias (10<sup>e</sup> Rue)  
Limete  
R.D.C.  
Tél.: +243 97 21 02 42 8  
+243 81 50 80 50 3  
maisonde-laicite@yahoo.fr

### Contact en Belgique

Laïcité et Humanisme  
en Afrique Centrale (LHAC)  
Fredy Jacquet, administrateur  
Siège social :  
Campus de la Plaine, ULB  
CP 236, Accès 2  
Avenue Arnaud Fraiteur  
1050 Bruxelles  
fredyjacquet@yahoo.fr

## p.3 ÉDITORIAL ■

*Bâtir un pays plus beau qu'avant*  
par Bernard Lututala Mumpasi

## p.6 POLITIQUE ■

*Congo nouveau. Les conditions préalables*  
par A. T. Lukusa Menda

## p.15 CULTURE ■

*Congo nouveau. Fiction et actions*  
*Le cas de la ville de Kinshasa*  
par Lye M. Yoka

## p.20 ÉCONOMIE ■

*A quand l'émergence de la RDC*  
par Tumba Bob Matamba

## p.25 ACTUALITÉS - LES BRÈVES DE LA MLK ■

Par Thomas Lelo

## p.27 PARTENAIRES CONGOLAIS DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE KINSHASA ■

# EDITORIAL

Par Bernard Lututala Mumpasi



## BÂTIR UN PAYS PLUS BEAU QU'AVANT

*Bâtir un pays plus beau qu'avant!* Tel est l'engagement que nous renouvelons chaque fois que nous chantons notre hymne National, le "Debout Congolais". Mais que disons-nous et chantons-nous réellement ? Et comment ce que nous chantons modèle-t-il nos actes et transforme-t-il nos comportements ? Nous disons que nous ne parviendrons pas à "bâtir un pays plus beau qu'avant" si nous ne nous mettons pas debout, et si nous ne dressons pas nos fronts longtemps courbés. Il s'agit d'une invitation au courage, à la détermination, à la foi aussi, adressée à tous les citoyens de ce pays. Le "Debout Congolais" devrait être chanté comme un chant martial, qui éveille et mobilise, fait circuler du sang dans les veines, un acte de bravoure, et non pas ce chant qui endort, comme on le constate souvent lors des cérémonies. Il s'agit aussi d'une invitation à faire les choses autrement, plus positivement, notamment en reconnaissant que tout, dans la vie, commence par la réflexion, l'analyse, avant l'action. Notre pays doit en effet se réconcilier avec la réflexion, la recherche, au lieu de la brimer, de s'en moquer, de lui tourner le dos. Cette réflexion s'inscrit dans cette logique.

**NOTRE PAYS DOIT  
SE RÉCONCILIER AVEC LA  
RÉFLEXION, LA RECHERCHE,  
AU LIEU DE LUI TOURNER  
LE DOS.**

### REFUSER LE MAL-ÊTRE

*Bâtir un pays plus beau qu'avant est d'abord refuser le mal-être actuel du Congolais.* Ce refus est un préalable et un droit. Pour progresser dans la vie, pour s'améliorer, pour chercher à être mieux qu'avant, tout homme, toute institution, tout pays doit d'abord être conscient de ses atouts et surtout de ses lacunes, faiblesses et limites. Il faut faire un état des lieux, sans complaisance, sans gêne, avec objectivité.

Malheureusement, ce mal-être des Congolais est apprécié différemment selon qu'on est au pouvoir ou qu'on est un simple citoyen ou un militant de

l'opposition. En effet, pour les détenteurs du pouvoir, le mot "mal-être des Congolais" sonne mal. Il est considéré comme une sorte de censure de l'action gouvernementale ou de la classe politique au pouvoir. A la place, ils brandissent, eux, les indicateurs macro-économiques, qui semblent indiquer que le pays connaît une croissance économique enviable, que peu de pays africains ont pu atteindre au cours de cette dernière décennie. A cela s'ajoutent quelques infrastructures réalisées ici et là, dans le domaine des routes, de l'immobilier, mais aussi la "pacification" du pays, pour ne citer que cela.

Pour le citoyen ou le militant de l'opposition cependant, l'action gouvernementale s'apprécie moins par le taux de croissance économique ou tel ou tel autre indicateur macro-économique, que par les images que diffusent "Molière", entre autres, celles des maisons emportées par les eaux de pluie, des parents incapables de payer les frais scolaires de leurs enfants, des enfants qui, par manque d'emploi et/ou par révolte, se font des *kulunas*, des chauffards qui ne respectent aucunement le code de la route, et ce sous la barbe des policiers de roulage, des jeunes gens qui sont engloutis dans des puits d'eau, en cherchant cette denrée vitale mais rare, tout comme c'est le cas de l'électricité, qui emporte nombre de jeunes, électrocutés, car fatigués de vivre dans le noir. C'est le sauve-qui-peut, qui traduit l'absence de l'Etat, sauf évidemment cet Etat-policier qui brime sa propre population au lieu de la couvrir.

Et c'est peut-être là que se pose le premier problème du Congo. Il faut en effet se demander si notre pays, ou plutôt nos dirigeants, ne souffrent pas d'un orgueil démesuré, ou n'ont pas été enivrés par les potentialités qualifiées de scandaleuses de ce pays. Car le Congo ressemble bien à un enfant gâté qui, ayant tout reçu de Dieu le Créateur,



s'est enfoncé dans une sorte d'économie de la cueillette, alors que les autres, moins gâtés par la nature, sont parvenus à tailler leur chemin dans le roc pour manger, se faire soigner, construire leur pays, et progresser.

On les connaît, ces pays africains pas du tout gâtés par l'hydrographie, et où il pleut à peine 3 mois par an, mais dont la majorité de la population a accès à l'eau potable à proximité. Une situation qui contraste avec celle du Congo, où il pleut 9 mois l'an, et qui est abondamment arrosé par les fleuves, lacs et rivières, avec néanmoins 99 % de ménages ruraux, contre 44,2 % de ménages urbains, qui n'ont pas d'eau potable à portée de la main<sup>1</sup>. De même, 13,5 % de ménages congolais (0,4 % de ménages ruraux et 42 % de ménages urbains), ont accès à l'électricité<sup>2</sup> dans un pays où trône Inga, le plus grand barrage hydroélectrique du monde. On sait par ailleurs que même les ménages qui en sont pourvus ont très rarement l'électricité 24 heures sur 24 la journée et 7 jours sur les 7 de la semaine. La SNEL (Société nationale d'électricité) se satisfait de l'injure du "délestage", c'est-à-dire offrir l'électricité à tour de rôle selon la quantité produite par le puissant Inga, par Zongo et d'autres petits barrages disséminés à travers le pays. Et la population se contente de gémir.

Troisième indicateur, celui de l'insécurité alimentaire. En effet, alors que la terre congolaise est immense et fertile, et la pluie y tombe comme on a dit. Néanmoins, 18,9 % de ménages urbains et 38,9 % de ménages ruraux souffrent de l'insécurité alimentaire (consommation alimentaire pauvre et limitée)<sup>3</sup>. C'est plus de la moitié de la population qui souffre de l'insécurité alimentaire dans les ex-provinces du Sud-Kivu (59,7 %), du Maniema (53 %), la Province orientale (57,1 %)<sup>4</sup>.

Bâtir un pays plus beau qu'avant, c'est effectivement refuser une telle déshumanisation, au nom des droits humains à garantir à chaque citoyen, mais aussi parce que cela est impensable que des gens qui couchent sur de l'or, qui peuvent découvrir et creuser du diamant même dans le sous-sol de leurs maisons d'habitation, vivent dans une telle misère.

## S'INSCRIRE DANS UNE VISION

*Bâtir un pays plus beau qu'avant* c'est aussi **inscrire le pays dans une vision dynamique ascendante, et non descendante** comme l'indiquent certaines statistiques et des souvenirs qui servent aux vieilles générations d'étalon de mesure de notre processus de sous-développement. Ces générations, qui ont vécu l'accession de notre pays à l'indépendance, se rappellent bien que dans les années 1960, et

1970, nos frères de l'Afrique du Sud venaient se faire soigner au Congo, où les infrastructures et le personnel médicaux s'imposaient alors à travers le continent. De même, on ne peut oublier les "années glorieuses" de l'université congolaise, au moment où elle était une des rares universités africaines et francophones, et qu'elle accueillait des étudiants du Rwanda, du Burundi, du Nigéria, du Cameroun, de la Belgique, etc. Dans une de nos récentes publications<sup>5</sup>, nous mentionnions que jusqu'en 1971, l'Université Lovanium a proclamé 13 docteurs en théologie dont 5 Belges, 28 spécialistes en médecine dont 8 Belges, 6 docteurs en sciences tous Belges. Cela montre bien le rayonnement et la crédibilité internationale dont elle jouissait. Aujourd'hui, elle occupe la 150<sup>ème</sup> place parmi les universités africaines, selon le classement de Shangai, tout en étant la 1<sup>ère</sup> université congolaise. Et cela semble ne pas émouvoir, voir révolter, nos dirigeants.

Dans le domaine militaire, notre armée de l'époque, la Force publique, a combattu et gagné la guerre mondiale en Ethiopie pour le compte des alliés, d'où d'ailleurs les noms de certaines rues de la commune de Kasa-Vubu (Saïo, Gambela, Assossa, Birmanie, etc). Plus tard, les Forces armées zaïroises (FAZ) ont sauvé du putsch le Président Tombalbaye au Tchad ; elles ont formé des militaires rwandais et burundais, notamment à l'EFATBL (Ecole de formation des troupes blindées) à Mbanza-Ngungu. Aujourd'hui, nos FARDC se relèvent péniblement des défaites leur infligées par les armées qui sont sorties de leurs écoles militaires.

Notre Congo Airways ne dispose que de quatre appareils acquis récemment – là où Ethiopian Air Lines, par exemple en compterait une centaine – il est bon de se rappeler qu'Air Zaïre autrefois était une des rares compagnies aériennes à desservir la côte<sup>6</sup> bien avant Air Afrique.

Que d'exploits pour relancer notre fierté ! Le montage des véhicules par la General Motors, les exploits de l'équipe nationale les Léopards, première équipe africaine à jouer la Coupe du monde, la rumba congolaise qui arrose toute l'Afrique, l'organisation du combat Ali-Foreman, etc. Tout cela a contribué à la grandeur du Congo et de son peuple, à l'attrait des investisseurs et à la création d'emplois. Mais tout cela a été perdu à cause de cinq grands facteurs : 1) une décolonisation inachevée ; 2) la zaïrianisation ; 3) les pillages de 1991 et 1993 ; 4) la glotonnerie, le manque de civisme et la mal gouvernance de la classe politique ; et 5) les guerres et rébellions. Aujourd'hui, le Congo ressemble à un avion qui s'est écrasé après avoir raté son décollage, avec énormément de dégâts à colmater.

<sup>1</sup> Source : MICS 2010, TAB. WS.4.

<sup>2</sup> Source : EDS 2013, TAB. 2.3.

<sup>3</sup> Source : MICS 2010, TAB. FS.2.

<sup>4</sup> Source : ibidem.

<sup>5</sup> M. B. Lututala,., 2015, *La coopération universitaire belgo-congolaise et le cas particulier du domaine de la démographie*, dans Remon, M. (sous la direction de), *Coopération, Développement, Université : subtil (dés) équilibre*, Namur, Presses Universitaires de Namur, Collection "Éclairage Nord-Sud", n° 5, pp 43-56.

<sup>6</sup> On appelle cotière, la ligne qui reliait Kinshasa-Libreville-Lomé-Abidjan-Bamako-Dakar

## QUE FAIRE ALORS ?

Dirigeants ou simples citoyens, nous devons cesser de nous encenser des progrès, timides, que nous réalisons. Timides parce que “bâtir un pays plus beau qu’avant” ne peut pas être une œuvre d’un individu, fût-il le guide le plus éclairé que le monde ait connu ; ni celle d’un groupe détenteur du pouvoir, appartenant à la classe politique comme on dit. C’est une œuvre collective, où tous, ouvriers, agriculteurs, maçons, charpentiers, tailleurs, balayeurs, chauffeurs, enseignants, médecins, politiciens, apportons chacun notre pierre dans l’édification de la nation. Tout le monde doit se sentir concerné, et impliqué chacun selon ses capacités et compétences, dans le travail quotidien du développement du pays. Une méprise, une marginalisation, une ignorance d’une seule personne, d’une seule de ces catégories sociales, brise l’action collective et conduit, au mieux, à un non-développement. Il faut donc éviter cette fracture entre, d’une part, la minorité qui décide, et d’autre part, la grande majorité qui subit et se débat becs et ongles pour survivre.

Il faut d’ailleurs relever que ce n’est pas la classe politique qui crée les richesses, qui produit les biens et les services. Au Congo cependant, la classe politique se confond avec la classe d’affaires. Pourtant, dans ses articles 69, 91 et 100, notre Constitution définit clairement les rôles du Président de la République, du gouvernement ainsi que celui des entreprises, établissements et services publics. Elle ne donne ni au Président, ni aux membres du Gouvernement, ni aux Parlementaires la mission de produire les richesses. En faisant du pouvoir le lieu d’enrichissement, et en devenant elle aussi productrice des biens et services, la classe politique congolaise a du mal à régenter, à contrôler les actions des citoyens, car devenue à la fois juge et partie.

*Bâtir un pays plus beau qu’avant* ne peut s’agir non plus d’un travail dont on savoure les résultats à court terme. Non ! Nos contributions citoyennes respectives à la construction de la Nation balisent le chemin, posent les jalons d’un progrès qui sera savouré à moyen ou long terme, parfois voire souvent lorsque nous aurons quitté ce monde. Cela demande un effacement de soi, pour laisser la place au collectif. Le médecin s’acharnera à doter le pays de citoyens en bonne santé qui, à leur tour, auront à contribuer, par leur travail, à la production des biens et des richesses utiles pour tous. L’enseignant, lui, mettra tout en œuvre pour doter le pays de cadres nécessaires pour cette production et ce développement. Et si le Professeur d’université peut voir à l’œuvre ces cadres qu’il aura formés, l’enseignant du primaire devra attendre des décennies pour savourer le fruit de son travail.

## LES TROIS PISTES

*Bâtir un pays Congo plus beau qu’avant* ne bute pas contre un manque de potentialités, de ressources naturelles de toute sorte. Bien au contraire, le pays en est doté scandaleusement. C’est essentiellement un problème d’hommes, d’acteurs, de ressources humaines. Cela a été dit plusieurs fois par nombre de penseurs, chercheurs, politiques, etc. Trois pistes devraient être privilégiées. La première est celle de **reformer l’Homme congolais**. Il s’agit de le sortir d’une sorte de servilité, de fils et filles à Papa, qui attend tout des autres. Mourir de faim, alors qu’on vit sur une terre fertile et sous-exploitée, doit être conjugué au passé. Manquer d’eau, alors que les mêmes eaux de pluie font écrouler des maisons, c’est manquer de l’ascendance sur la nature. Les biens et les services se créent, non pas par des prières même à longueur de journée, mais par le Travail. Et c’est bien ce que dit la devise de notre pays : le travail, à côté de la justice et de la paix.

La deuxième piste, c’est celle de **gérer la population, de mobiliser ses énergies** vers des actions salvatrices, notamment le travail, le partage, le respect mutuel, l’observance des obligations citoyennes, les droits de chacun s’arrêtant là où commencent ceux des autres ou se complétant avec ces derniers. On l’entend souvent dire, les Congolais sont des gens brillants, intelligents, entreprenants, pris individuellement. Ils sont étouffés, collectivement, ou mis dans le contexte de leur propre pays. Ils brillent de mille feux sous d’autres cieux, mais sont méconnaissables dans leur propre pays. Tout cela s’explique par le manque d’encadrement politique, par la mal gouvernance de leur pays. Tout dépend donc de la classe politique, de ces Congolais qui nous ont dit avoir été appelés à conduire leurs compatriotes. Tant mieux ! On sait qu’il n’est pas donné à quiconque de faire de la politique. Mais on doit réaliser que n’importe qui ne peut s’improviser homme politique. Conduire les autres, c’est être à leur service, être plus éclairé qu’eux, capter et satisfaire leurs désidératas, etc.

La troisième piste est en fait un questionnement : **comment doter le Congo de ces dirigeants qui lui ont toujours fait défaut, qui puissent mobiliser les Congolais, tous les Congolais, pour bâtir un Congo plus beau qu’avant ?** Hier, nous pensions que les élections nous permettraient de choisir nous-mêmes ce type de dirigeants que nous voulons. Aujourd’hui, nous nous rendons compte que dans l’état actuel des choses, les élections ne peuvent pas nous affranchir de la nomenklatura qui s’est installée au Congo. Alors que faire ? Voilà un autre sujet de réflexion, pour les prochains numéros de *Congo Libertés*. ■

**BÂTIR UN PAYS CONGO PLUS BEAU QU’AVANT (...EST ESSENTIELLEMENT UN PROBLÈME D’HOMMES, D’ACTEURS, DE RESSOURCES HUMAINES.**



# LES CONDITIONS PRÉALABLES

---

Par A. T. Lukusa Menda

---

## LA SÉCURITÉ, PRIORITÉ DES PRIORITÉS

La première condition de décollage vers un Congo plus beau qu'avant, c'est la sécurité. Cette sécurité dont on a fait une affaire de barbouzes fait partie des premiers devoirs d'un Etat. En effet, parmi ces devoirs, il y a celui de la protection des personnes et des biens. Pas de la protection des personnes et de **leurs** biens comme on a coutume de dire chez nous. L'Etat se doit de protéger tous les biens même ceux qui n'appartiennent pas aux personnes dont il a la charge. Les choses à faire pour garantir aux Congolais leur protection et celle des biens sont nombreuses.

Parmi elles, citons la sécurité des frontières. C'est là aussi un devoir imposé aux dirigeants, celui de garantir l'intégrité du territoire national. 15 ans après la fin de la guerre **BOR**<sup>1</sup>, la frontière du pays n'est toujours pas sûre. Des bandes armées la franchissent trop facilement, pillent, volent, brûlent et violent en toute impunité. 700 personnes tuées entre octobre 2015 et mars 2016. Et pendant ces cinq mois Kinshasa n'a pas été capable de mettre en place un service de renseignements à même d'alerter à temps les autorités, voire d'anticiper sur les actions de l'ennemi, par exemple, en l'infiltrant. Que faut-il donc pour émouvoir les bureaucrates de la capitale ? Mzee Laurent-Désiré Kabila a dit que le Congo a besoin d'une armée de 600.000 hommes. Il faudra que l'on revienne à cette idée pour en étudier les modalités de mise en œuvre. Il faut en arriver à enlever à tout jamais à tout pays voisin l'envie de nous chercher noise, particulièrement par crainte d'une riposte qui pourrait dépasser la provocation. Les armes, nous pouvons les acquérir auprès de ceux-là mêmes qui ont armé nos agresseurs d'hier.

Après la sécurité des frontières, il y a celle des voies de circulation. Les Congolais devraient pouvoir se déplacer en toute sécurité de n'importe quel point à n'importe quel autre de leur pays. Ce n'est pas encore le cas actuellement. En disant cela, on ne pense pas seulement à ces bandits des grands chemins que sont les coupeurs de routes de toutes sortes, mais également aux nombreux barrages de la Police et de l'Armée nationales qui rendent très difficiles les activités de commerce. L'Armée et la Police doivent sécuriser les routes non seulement contre l'ennemi extérieur et contre les malfrats, mais aussi contre elles-mêmes (l'Armée et la Police). A côté des routes, il y a aussi les biefs navigables du fleuve Congo et de ses affluents. Le petit commerçant qui ramène de Bolobo 100 sacs de charbon de bois qu'il a achetés à 7.000 Fc le sac, doit payer 1.000Fc pour le transport et autant pour les "marins d'eau douce" qui patrouillent sur le fleuve et assurent sa protection. Cet impôt indirect s'ajoute à la taxe que le contribuable est quand même tenu de payer à l'Etat. Ces petits commerçants n'ayant

généralement pas d'entrepôts propres doivent encore déboursier une somme proportionnelle au nombre de sacs pour les faire garder dans un dépôt avant l'écoulement de la marchandise. Et cette liste de taxes, qui n'est pas exhaustive, s'allonge et fait que le commerce se pratique dans un climat de totale insécurité. Au bout du compte, c'est le consommateur qui trinque.

Cette forme de sécurité suppose deux préalables. Il faut que l'armée et la police soient non seulement bien payées mais également bien formées aux valeurs républicaines de la citoyenneté. Un policier, un militaire congolais ne doivent pas être des ennemis d'autres Congolais. C'est là une aberration. Et que l'on n'aille pas nous dire que le Congo n'a pas les moyens de bien payer une armée de 600.000 hommes. Nous avons pu prouver en d'autres temps qu'il le peut<sup>2</sup>. Tout est d'abord question de volonté politique. Une armée, une police bien formées et bien payées sont une garantie de sécurité pour les citoyens. La rémunération symbolique est source de comportements de corruption. Cela n'est pas valable seulement pour les Congolais sous le drapeau, mais pour tous. Si ceux-là ne parlent pas et préfèrent agir, les enseignants et les fonctionnaires

**L'ETAT SE DOIT DE PROTÉGER TOUS LES BIENS  
MÊME CEUX QUI N'APPARTIENNENT PAS  
AUX PERSONNES DONT IL A LA CHARGE.**

au sens retreint de ce terme n'arrêtent de le clamer tous les jours. A chaque rentrée des classes, on rappelle à l'Etat qu'il doit assurer la gratuité de l'éducation fondamentale qu'il a promise depuis plus de cinq ans maintenant. A chaque rentrée, l'Etat non seulement fait la sourde oreille, mais bien pire, il monnaie son statut de pouvoir organisateur en rançonnant les écoles.

L'autre ennemi de la sécurité des Congolais, c'est la délinquance, tant juvénile que sénile. Trop de jeunes sont exclus du système scolaire, trop du marché du travail. Les Eglises du réveil qui promettent monts et merveilles se rendent bien compte que leur discours ne colle pas avec la réalité. La situation à l'intérieur du pays devenant d'année en année plus précaire, les villages déversent vers les villes leur trop plein de sans emploi qui viennent grossir les rangs du lumpen prolétariat urbain. D'où les *kuluna*<sup>3</sup>, les taxi-ravisseurs, les vols à main armée, les violeurs de jeunes filles, les racketteurs, etc. Ceci est dit loin de toute naïveté de croire qu'une fois la Police et l'Armée bien formées et bien payées, la criminalité va disparaître automatiquement des villes. Nous savons que les agglomérations urbaines sont des milieux de haute criminalité. Mais ailleurs, cette criminalité est sous contrôle. Chez nous elle tend à imposer sa loi. Cela d'autant plus qu'à l'occasion, les agents de l'ordre lui prêtent main forte. En parlant des agents de l'ordre, on ne vise pas seulement les Congolaises et les Congolais sous le drapeau. Ceux-ci parfois se disent découragés car quand ils arrêtent des malfrats, ils les revoient en circulation trois mois après.

<sup>1</sup> L'acronyme BOR renvoie à Burundi, Ouganda et Rwanda, les trois pays qui étaient physiquement dans la guerre contre le Congo en 1998.

<sup>2</sup> Et dans ces pages, Bob Tumba soutient ce même point de vue.

<sup>3</sup> Kuluna : les *Kuluna* sont des bandes de hors-la-loi, de jeunes incontrôlables identifiés comme tels, depuis le milieu des années 2000 à Kinshasa. Ils volent, rackettent, blessent ou coupent et ne craignent pas les militaires, encore moins les policiers qui font aussi les frais de leurs vols et violences. Cette définition est de Habibou Bangré qui n'est pas Congolais lui-même. C'est dire que le mal est largement connu.

C'est dire que le mauvais fonctionnement de la justice contribue aussi à entretenir un climat d'insécurité. Les criminels libérés narguent et la Police et les citoyens qui ont été à la base de leur incarcération. Par ailleurs, les citoyens ne sont pas les seuls à se plaindre de cette justice achetable. Les entreprises également s'en plaignent. Quand un conflit oppose un employé à son entreprise, les cours s'organisent pour que l'entreprise soit condamnée, en espérant un retour de l'ascenseur de l'employé dès qu'il sera dédommagé. Un voisin se vantait d'avoir écroulé le géant Quo Vadis, grand fabricant et distributeur de pain à Kinshasa. Un tribunal avait tranché l'affaire en sa faveur dans une querelle qui les opposait. Ecœuré, l'entrepreneur grec a plié bagages, est rentré chez lui. Combien de citoyens congolais ont-ils perdu leur emploi suite à un tel jugement de complaisance ? Aucune sécurité ne peut exister réellement dans un pays où la justice est vénale.

Quand le Président Mobutu disait : "Soki moto alingi atambola tongo etanela ye na libanda, botika ye atambola"<sup>4</sup>, on en riait. Mais cette parole a été effective pendant des années. Maintenant qu'il est devenu hasardeux de seulement mettre le nez dehors tout en restant dans sa parcelle la nuit, on comprend toute l'importance de cet aspect de la sécurité. "Molière"<sup>5</sup>, friande de ce genre de sensations ne manque jamais d'exhiber aux yeux de tous ce spectacle de paisibles citoyens au bras coupé manche courte ou manche longue<sup>6</sup>, de mères de famille au sein saignant ou au visage tailladé à la machette, tous parfois suspects seulement de détenir un peu d'argent sur eux.

La délinquance a une cause immédiatement identifiable, c'est la pauvreté. Visitez une famille de quartiers périphériques de Kinshasa. On tombe à l'heure du petit déjeuner. Huit gobelets en plastique sur une planche en bois qui sert de table. Un pain long de 200 grammes. L'hôtesse d'abord se gêne, caresse longuement le pain puis le tramotine<sup>7</sup> en 10 morceaux. Elle nous invite à partager le petit

déjeuner, ce que nous déclinons tous les trois. Effectivement, nous sortions de table. La pauvreté était là en chair et os, tapie dans la famille grand F (la grande famille). Comment en vouloir à un gamin sortant d'une telle famille quand il va marauder des mangues encore vertes chez des voisins qui ne sont pas pressés de les manger ?

Pendant ce temps, les dirigeants du pays se disputent le pouvoir politique dans un Dialogue de sourds où la majorité cherche à tout prix à imposer une manière de troisième mandat pour le Président au pouvoir et en préavis au terme de la Constitution, et l'opposition freine des quatre fers pour que la machine République ne dépasse pas le mur du son de la violation de la Constitution. Pendant cinq ans, on n'a pas discuté de comment mettre le peuple au travail. Même au tout premier travail qui est le plus naturel, celui de la terre. Or le travail, c'est bien connu, éloigne de l'homme trois maux : l'ennui, le vice et le besoin.

Avec quels moyens comptent-ils asseoir la démocratie quand aucun secteur d'activités générateur d'emplois n'est organisé ? Tout le pays est suspendu au souffle de la mine et de la douane. La mine fluctue au rythme du marché mondial présentement en forte baisse. Quant à la douane, elle souffre de la paupérisation généralisée des hommes d'affaires qui l'alimentent par leurs importations. Comment un pays de 70 millions d'habitants dont 95 % sont des sans-emploi ou des chômeurs désespérés de jamais retrouver un emploi peut-il se sentir en sécurité ?

La sécurité des Congolais, c'est encore celle de leur santé. Voilà un pays où les citoyens ne bénéficient d'aucune couverture sanitaire. Le ministère de la santé publique existe bel et bien, mais il y a lieu de se demander de quoi il s'occupe exactement. En effet les services de santé publique n'existent plus. Tous les ruisseaux et rivières de la ville sont remplis d'ordures de toutes sortes. Ils ne sont jamais curés.

<sup>4</sup> Expression lingala qui veut dire : "Si quelqu'un a envie de déambuler nuitamment jusqu'à l'aube, laissez-le déambuler."

<sup>5</sup> "Molière" est le nom d'une chaîne de télévision de Kinshasa qui fait un excellent travail de sensibilisation et d'interpellation des autorités face au développement de la violence urbaine dans la capitale.

<sup>6</sup> Expressions venues de la guerre du Liberia où les hommes de Charles Taylor demandaient à leurs victimes si elles voulaient voir leurs bras couper en *manche courte* (c'est-à-dire, à la hauteur du coude), ou en *manche longue* (c'est-à-dire, à la hauteur du poignet).

<sup>7</sup> Tramotiner : verbe forgé par les Kinois, venant de *tramotina*, terme sud-américain désignant un type de machette très tranchante. Tramotiner, c'est donc couper en très petits morceaux.



©Photo : Saka - <http://filsdupays.mondoblog.org>

Les riverains utilisent souvent la rue comme dépotoir pour détritrus ménagers sous la barbe des chefs de rue, de localité, de quartier, voire même de bourgmestres qui ne voient ni ne disent rien. De tels dépotoirs se sont si scandaleusement amoncélés que l'Union européenne en a eu pitié. Elle a lancé un projet d'assainissement de la ville de Kinshasa. Des camions conçus à cette fin ramassaient ces immondices en des points de rassemblement déterminés pour aller les concentrer loin des zones habitées. Moins de six mois après que ce projet a pris fin, ces camions ont commencé à disparaître de la circulation. La maintenance du charroi n'a plus suivi. Aujourd'hui, ce sont des camions de 10 tonnes tout à fait ordinaires qui transportent ces déchets fétides en plein jour et à ciel ouvert, exposant la population à toutes sortes de maladies au premier rang desquelles la fièvre typhoïde. Le citoyen voit, la police voit, le Gouvernement sait, mais personne ne fait rien.

Au-delà de ces pratiques qui relèvent du préventif, il faut signaler que le Congolais ne bénéficie d'aucune couverture maladie. La consultation du médecin, l'achat du médicament, l'accouchement, l'hospitalisation se paient rubis sur l'ongle. Et il n'est pas rare qu'une parturiente et son bébé, un patient en fin d'hospitalisation soient pris en otage par un hôpital en attendant que la Famille trouve les moyens d'honorer la facture et de les libérer.

Devant les coûts de plus en plus élevés des prestations médicales, de timides mutuelles de santé privées se mettent en place. Elles doivent cependant affronter la forte réticence des Congolais très peu confiants dans la capacité de leurs compatriotes de gérer honnêtement de telles entreprises.

La sécurité des Congolais c'est enfin le renseignement. Comment est-il collecté et à quelle fin. Depuis 56 ans, le seul renseignement pratiqué dans le pays est celui qui consiste à traquer le citoyen, à contenir l'opposition politique, à faire de la dénonciation et de la délation. Avec tout cela, tous les Congolais suspects ne sont même pas fichés par les services de renseignements. Mais celui qui livre une forêt au pillage sous prétexte qu'elle est sur la terre de ses ancêtres, celui qui abîme la terre en y enfouissant des matières radioactives à long terme, celui qui pollue l'eau potable pour fabriquer de minables savonnets sous prétexte qu'il paie des impôts à l'Etat, celui qui indique aux braconniers la cachette des animaux recherchés pour leur rareté, celui qui aide les trafiquants à faire passer clandestinement les produits miniers au-delà des frontières, celui qui couvre un étranger en situation d'irrégularité par rapport aux lois d'immigration, celui qui abuse de son autorité pour faire circuler dans le transport en commun de vieux tacots qui mettent en danger des dizaines de vies des citoyens, ces gens-là, eux ne sont pas considérés comme des inciviques. Aucune fiche sur eux, aucun signalement.

Avec un territoire immense comme un continent, le Congo devra repenser ses services de renseignements. Et d'abord rendre bien clair dans la tête des citoyens la différence entre renseignement, dénonciation et délation. Ce n'est pas trop demander que d'exiger que de telles choses soient enseignées à l'école. Quand les appareils de l'Etat se mettront à marcher normalement, un citoyen doit savoir que renseigner les services compétents de l'Etat ce n'est pas trahir un frère ou dénoncer un voisin, mais c'est s'acquitter d'un devoir civique nécessaire pour la sécurité de tous. En effet, la sécurité, bien comprise, n'est pas seulement l'affaire des services de renseignements, c'est l'affaire de tous les citoyens.

## LA VISION, INDISPENSABLE ÉTOILE

S'il y a un mot que l'on a entendu des milliers de fois au vingtième siècle et qui continue à faire fortune en ce début du vingt-et-unième, c'est le mot vision. Celui-ci n'est pas employé par les théologiens ou par les mystiques, mais surtout par les politologues critiques, amateurs ou professionnels. On reproche souvent aux gouvernants de manquer de vision. Sans entrer dans les détails lexicologiques, convenons que cette vision, c'est l'image mentale que l'on a du présent et surtout de l'avenir. On

ne peut pas a priori, exclure la possibilité d'avoir une vision du passé. Toutefois, les usagers de ce terme pensent surtout à l'avenir. Aussi demande-t-on aux dirigeants d'avoir une vision. Bâtir un Congo nouveau sera donc une affaire de vision ou ne sera rien.

Mais quel dirigeant doit avoir une vision ?

A notre humble avis ce sont tous les dirigeants qui doivent avoir une vision. Je demandais à un voisin pourquoi dès 8 heures du matin, il puait déjà l'alcool. Réponse : de même que vous vous prenez le café le matin, vous mangez le fufu à midi, moi aussi j'ai ce besoin-là de prendre un verre de quelque chose. Ce voisin loue un hangar en tôle à 10 dollars le mois. Ses enfants ne vont pas à l'école. Ils traînent matin, midi soir autour de ma porte pour attendre qu'on leur donne la nourriture que mes enfants auraient laissée. A un autre voisin qui lui demandait s'il ne laissait pas d'autre choix à ses enfants que de devenir des *kuluna*, il répond qu'être *kuluna* n'est pas un choix, c'est la vie qui veut ça. Ce voisin n'a pas de vision. Nous apprendrons peu après qu'il s'est brouillé avec un membre influent de sa famille qui lui avait donné une maison à habiter gratuitement parce que ce bon samaritain avait remarqué que notre homme n'avait, dans sa vie, d'autre souci que de boire de l'alcool.

Mon ami, pharmacien de formation, a pris acte du manque d'emplois dont souffre le pays depuis les années 70. Il a monté une officine pour vendre les

**BÂTIR UN CONGO NOUVEAU SERA DONC  
UNE AFFAIRE DE VISION OU NE SERA RIEN.**



produits pharmaceutiques. Officine parce qu'on ne peut pas appeler son *ligablo* là une pharmacie. *Ligablo*, mais quand même bien situé parce que le quartier a grand besoin surtout des génériques ; les maladies hydriques, la vermineuse et le palu sont choses courantes pour ne pas dire quotidiennes. Comme il se méfie de sa femme, soit parce qu'il n'a pas confiance dans sa gestion, soit parce que lui-même ne veut pas trop être contrôlé, il a placé sa nièce à la caisse. Chaque soir, mon ami passe prélever celle-ci et l'empoche sans autre forme de procès. Il explique qu'il met l'argent de côté pour réapprovisionner la pharmacie. Sa femme le supplie en vain d'ouvrir un compte en banque. Il prétend que les banques volent l'argent des clients. Il évoque le mauvais souvenir que lui a laissé la démonétisation sous Mobutu et toute cette période où le dollar changeait de taux trois à quatre fois par jour. Le coffre le plus sûr pour son argent, répète-t-il, c'est encore sa maison. Cependant les rayons ont commencé à se dépeupler. Ne comprenant rien à ce réapprovisionnement de la pharmacie dont on ne voyait pas les effets sur les rayons, sa femme a commencé recourir aux conseils des amis. C'était trop tard. Mon ami a manqué de vision. Il gérait la recette de son entreprise comme on gère son argent de poche. Il a fait faillite. Maintenant il fulmine contre ce pays où les diplômés de l'Université sont au chômage.

### TOUT LEADER DOIT AVOIR UNE VISION, SINON C'EST UN AVEUGLE QUI GUIDE D'AUTRES AVEUGLES.

Et pourtant, on parlait souvent entre nous des malheureuses expériences de la zairianisation et de la rétrocession sous Mobutu. Des officiers illettrés ont reçu en patrimoine d'importantes entreprises de commerce ou de petite industrie. Chaque soir, ils allaient ponctionner la caisse jusqu'au moment où toutes ces entreprises sont devenues des canards boiteux dont certains, comme (DIFCO ou DISTRICAR) ont disparu. Le Congo est parti de près de 2.000 entreprises du Portefeuille de l'Etat à environ 200 aujourd'hui. Qui pouvait imaginer que des géants comme la GÉCAMINES<sup>8</sup>, la MIBA<sup>9</sup>, KILO-MOTO<sup>10</sup> pouvaient quasiment disparaître du Portefeuille de L'Etat congolais ? Pour des raisons politiques, ces grandes entreprises de l'Etat ont été souvent confiées à des mains inexpertes et à des têtes sans vision, facilement étourdies par les chiffres farfelus qui défilaient sous leurs yeux. Elles se sont tout aussi facilement imaginé que de telles réserves de millions ne pouvaient pas prendre fin. Les mauvais termes des rapports Nord-Sud, la fluctuation des matières premières sur le marché ont vite fait de rejeter le Congo hors de la liste des potentielles grandes puissances économiques au cœur de l'Afrique. Interrogés, les économistes répondent invariablement qu'on ne peut pas faire de bonnes finances dans un pays où il n'y a pas de bonne politique.

C'est finalement sur la tête des politiques que toute la responsabilité retombe. Et les politiques de tous bords, pas seulement ceux qui sont au pou-

voir institutionnellement, mais aussi ceux qui sont dans l'opposition. En fait tous ceux qui se sont découverts la vocation d'être des professionnels de la politique. Tout celui qui a responsabilité de diriger un groupe humain, tout *leader* doit avoir une vision, sinon c'est un aveugle qui guide d'autres aveugles.

Le plus grand reproche que l'on fait souvent à nos leaders, c'est le manque de vision. Celui qui crée une ONG ne sait pas ce qu'il compte faire au bout dix, vingt ans, de son ONG. Il se contente de l'argent que les partenaires lui donnent pour encourager son initiative. Peu de ces dirigeants sont à même de dire ce qu'ils feraient si l'aide des partenaires, souvent occidentaux, venait à s'arrêter.

Or, "La vision représente tout pour un leader. Elle est vraiment indispensable. Pourquoi ? Parce que la vision guide le leader. Elle lui indique la cible à atteindre. Elle allume et alimente sa flamme intérieure et le pousse droit devant. Elle est aussi l'allume-feu pour ceux qui suivent le leader."<sup>11</sup> Un leader sans vision est un homme condamné à tourner en rond. James Baldwin, Martin Luther King, Simon Kimbangu, Kwame N'Krumah, Patrice-Eméry Lumumba, Nelson Mandela, furent des leaders qui avaient une vision. J'en oublie bien évidemment, mais la vision n'est pas un apanage des seuls politiciens ou religieux comme cette énumération semble en donner l'air. Batangu Mpesa<sup>12</sup> et Tondela<sup>13</sup> naguère, César Kabala aujourd'hui, sont des entrepreneurs congolais dont les réalisations montrent qu'à leur point de départ, il y a eu une vision. Nous avons reporté dans ces mêmes colonnes l'expérience de Gratitude Ntonda Mandiangu<sup>14</sup> qui a monté toute une entreprise en mettant à profit et sa formation de nutritionniste et la disponibilité dans son environnement des produits des champs tels que l'arachide, la banane plantain, le gingembre, l'oignon, etc.

Il en est de même de ceux qui créent des partis politiques. Sous la deuxième république, on parlait de partis politiques alimentaires que Mobutu créait pour faire croire à la démocratie. Créer un parti politique équivalait à avoir trouvé un emploi, sinon une sinécure. La conscience de ce qu'un parti politique est fondé sur une vision, sur un projet de société, sur un travail inlassable d'éducation aux valeurs républicaines ou autres auxquelles on croit, cette conscience était inexistante dans le chef des responsables de ces partis politiques alimentaires. Les chefs des partis, pompeusement appelés présidents, se prenaient un peu comme des chefs coutumiers dont les Comités centraux et les bureaux politiques des partis constituaient la cour, et les militants, les sujets. Ils pouvaient ainsi les embarquer dans une manœuvre électorale ou dans une manifestation de rue sans que les objectifs poursuivis par le parti soient clairement expliqués

<sup>8</sup> Gécamines, Générales des carrières et des mines est l'entreprise du Portefeuille qui gère tout le secteur des mines du Katanga à la suite de l'Union minière du Haut Katanga de l'époque coloniale.

<sup>9</sup> MIBA, la Minière de Bakwanga gérait le diamant de joaillerie exploité dans cette ville a qui s'appelle aujourd'hui Mbuji-Mayi.

<sup>10</sup> Kilomoto gérait les mines d'or de la Province orientale.

<sup>11</sup> John C. Maxwell, *Leader, avez-vous ce qu'il faut ? Les 21 qualités indispensables à tout leader*, traduit de l'anglais, par Jean-Pierre Manseau, Brossard (Québec/ Canada), Les Editions Un monde différent Ltée, 2000, p. 182.

<sup>12</sup> Batangu Mpesa est un pharmacien congolais qui a mis au point un anti diarrhéique du nom de manadiar, produit qui a connu un grand succès..

<sup>13</sup> Tondela est un autre pharmacien qui a mis au point le meamycine, un autre produit pharmaceutique à grand succès au Congo est dans les pays voisins.

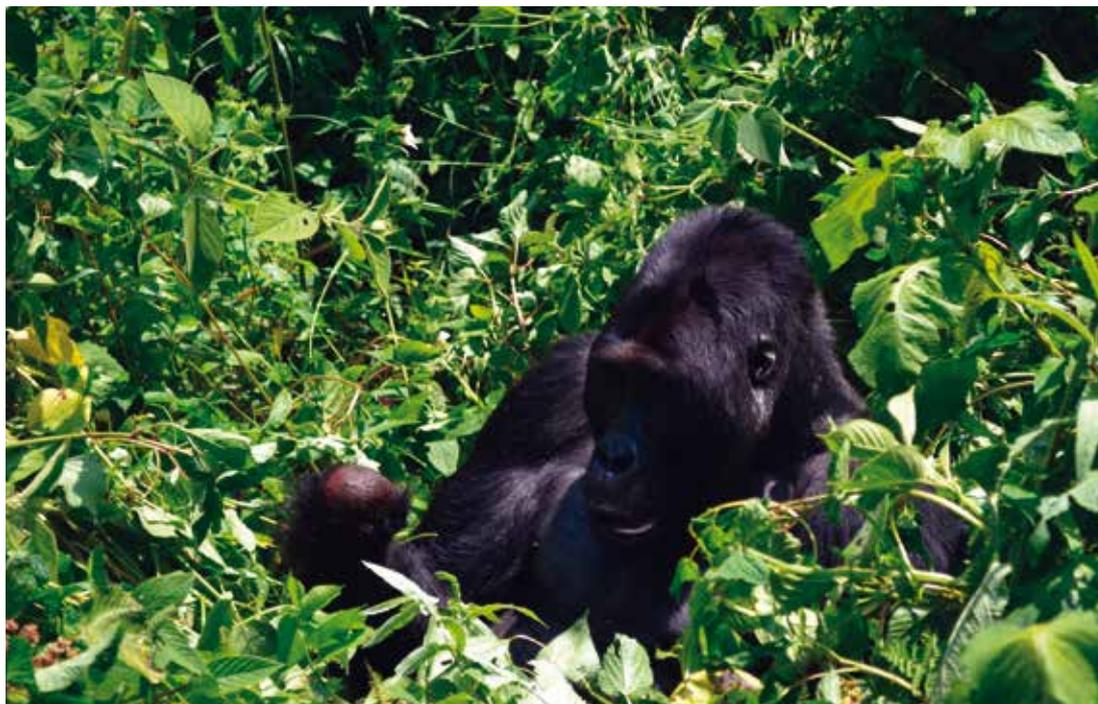
<sup>14</sup> Voir dans *Congo Libertés* n° 002 de janvier-juin 2013, pp. 19-22.

aux militants. Conséquence : peu de ces partis ont survécu à la deuxième république. Ils ont tous accompagné le MPR<sup>15</sup> dans sa descente aux enfers. A y regarder de près, de la deuxième à la troisième république, le Congo n'a pas gagné au change. Même Mou Vance présidentielle où la notion de mouvement est seule très bien assimilée. Même opposition dont seuls les leaders savent à quoi ils s'opposent et pourquoi ils s'opposent. Mêmes partis-mallettes, partis-famille, partis-ethnie, sans vision, sans idéologie et donc sans projet de société. Etc.

Une vision de la protection de nos eaux et forêts. Grecs et Portugais se sont enrichis de la pêche sur les eaux du Congo. Depuis qu'ils sont partis, le poisson vieillit dans nos lacs pendant que les enfants congolais meurent de Kwashiorkor. Est-il si difficile de faire ce que Grecs et Portugais faisaient alors que les Congolais excellent dans tant d'autres domaines plus compliqués. Protection de notre faune et de notre flore. Les Rwandais et les Ougandais en fuite des pouvoirs non inclusifs dans leur pays ont choisi nos forêts de l'est du pays pour organiser leur rébellion. Ils y déciment des espèces rares qui peuvent alimenter le tourisme et renflouer les caisses de l'Etat congolais.

golais sont nés, ont grandi et ont étudié au Congo. En Inde, on tue des jeunes filles congolaises, pendant qu'hommes d'affaires et commerçants indiens brassent de juteuses affaires à Kinshasa. Nous n'oublions pas tous les Congolais morts dans des accidents de navigation (aérienne, fluviale ou lacustre) ou de circulation de vieux tacots, ceux morts du paludisme ou de la faim, victimes de l'incurie des responsables, de la mal gouvernance en somme. En Europe occidentale, hormis les très grands artistes, musiciens ou plasticiens, les Congolais de Kinshasa ne jouissent d'aucune considération. Le Congo nouveau devra inverser cette tendance qui veut que la loi de la pègre soit la loi de la Cité. Dans de nombreux quartiers de la capitale, il ne se passe pas une semaine sans que l'on déplore un vol à main armée. La Police nationale congolaise à la gâchette si facile face à des manifestants qui réclament des droits démocratiques, fait semblant de manquer de stratégie pour maîtriser les *kuluna* et ses propres brebis galeuses qui collaborent avec eux. Elle fait semblant car de tout temps, la Police a toujours su qui est le chef de quelle bande et où gîte cette bande dans la ville.

Dans le Congo nouveau, le patrimoine congolais devra être protégé, qu'il soit légué par l'ancien co-



Le Congo nouveau devra mettre fin à cette situation. On ne peut continuer à être exploité à la fois par le nord et par le sud. Protéger les Congolais eux-mêmes. Le Congolais de Kinshasa ne se sent et n'est protégé nulle part. L'autre Congo n'a pas hésité à procéder à des expulsions méchantes, accompagnées de vol, de viols et d'assassinats au nom de je ne sais quels principes de souveraineté supérieurs à la fraternité qui lie les peuples de deux pays. En Angola, on abat un Congolais exactement comme on abatrait un chien, en oubliant que des milliers d'An-

lonisateur ou réalisé par les Congolais eux-mêmes. Le respect du bien commun et celui du bien d'autrui doit faire partie des programmes d'éducation du Congolais depuis sa tendre enfance. Et l'Etat est réputé pouvoir organisateur de l'éducation.

## UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Pour des dirigeants politiques, la vision doit s'organiser en Projet de société. Ce n'est pas nouveau.

<sup>15</sup> Mpr : Mouvement Populaire de la Révolution, fondé par le Président Mobutu le 20 mai 1965.

Le Congo a connu de tels projets, complets ou partiels. Le plus célèbre d'entre eux et le plus historique reste sans aucun doute le *Manifeste de la N'Sele*, texte magnifique, chef d'œuvre de conception, mais qui, malheureusement n'a même pas connu un début de mise en œuvre. Aucun des partis qui font beaucoup de bruit sur la place politique de Kinshasa n'a jamais présenté un projet de société cohérent comparable au manifeste du MPR (Mouvement Populaire de la Révolution).

Nous ne ferons pas aux politiciens l'injure de leur dire ce qu'est un projet de société. Mais dans ce qui se fait et que tout citoyen peut observer au quotidien, on ne voit pas comment sont pris en charge les problèmes dont la solution devrait faire du Congolais un citoyen équilibré, bien dans sa peau. La population congolaise est rurale à 60 % et urbaine à 40 %. Comment est gérée la tension entre tradition et modernité, entre le village et la ville ? Assister impuissant à l'exode rural des jeunes de la campagne qui viennent grossir les rangs des *kuluna* et des *shege* en ville ne relève pas d'un projet de société articulé. Ces villes elles-mêmes, comment se construisent-elles ? D'après les spéculations, Kinshasa atteindra 35 millions d'habitants en 2050, mais c'est dans l'anarchie la plus totale. Le centre-ville se surcharge d'immeubles ultramodernes qui se bouchent la vue les uns aux autres comme s'il y avait crise d'espace dans la ville. Pendant ce temps, Libanais, Indiens et autres Indo-pakistanaïens qui ont pris le relai des Portugais et des Grecs du temps colonial se mettent à envahir la Cité indigène avec des constructions de toutes sortes de styles, sans aucune harmonie qui manifesterait un plan d'urbanisation. Les infrastructures et les équipements collectifs qui caractérisent une ville moderne ne suivent pas. Les services indispensables non plus. Rien que le ramassage des immondices que la ville actuelle produit par milliers de tonnes, donne un spectacle désolant. Les camions-poubelles circulent en pleine ville avec leur chargement à découvert et exposent ainsi la population à toutes sortes

de maladies. Comment est géré le vivre ensemble en ville, un milieu où l'individu dépend normalement de lui-même et se prend en charge grâce à son travail ? N'avoir aucun souci d'organiser le marché de l'emploi pour que la population active soit capable de se prendre en charge et de participer la croissance économique par son travail ne témoigne pas de l'existence d'un projet de société.

Tout le monde répète à l'envi que la jeunesse est l'avenir de demain (c'est comme cela qu'on dit ces choses au Congo). Cependant on n'a jamais vu mettre en place une politique publique cohérente et efficace en faveur des jeunes, même pas pour gagner les matches de football dont les Congolais raffolent. L'enseignement fondamental gratuit reste encore un écho lointain pour beaucoup de parents et leurs enfants.

Les Congolais apprennent par les médias périphériques que dans certains pays, les étudiants se mettent en grève parce que leurs bourses d'études ne sont pas payées. Depuis 1985, le mot de bourse a disparu du vocabulaire des étudiants congolais, tout comme celui de restaurant universitaire. Seuls ont droit à une bourse de l'Etat les élèves qui sortent majors de leur promotion aux Examens d'Etat (baccalauréat). Ceux qui arrivent à terminer péniblement les études à coup de nombreux sacrifices, ne sont pas pris en charge ni pour l'emploi, ni pour la carrière.

Le statut des agents de carrière des services publics de l'Etat, ceux qu'on appelle communément les fonctionnaires, est mirobolant même dans sa version poussiéreuse de 1981. Il n'a jamais été appliqué, sauf dans sa partie disciplinaire. La population des agents de carrière a fortement vieilli. En l'absence de tout système de retraite pourtant prévu par le statut, les agents s'accrochent à leur poste jusqu'à la mort parfois et, de ce fait, il n'y a pas de place pour les jeunes qui désireraient faire carrière dans la Fonction publique. Les professeurs d'université, eux, ont trouvé une astuce, ceux qui ont dépassé l'âge de la retraite (entre 65 et 70 ans),



se bousculent aux portes de l'éméritat pour continuer à bénéficier de la totalité de leur paie (nous n'avons pas dit salaire !). C'est une des clauses avantageuses de leur statut qui est encore appliquée. Ceux qui ont la malchance de contracter une maladie prohibitive de la pratique enseignante tombent vite dans la misère et dans l'indignité. C'est que le professeur émérite doit continuer à diriger des travaux de recherche (mémoires et thèses généralement) et assurer au moins quelques heures de cours. Donc même après avoir braillé pendant quarante ans dans des auditoriums, il n'a pas droit au repos. Nous avons même entendu une de ces doctes personnes se vanter de totaliser bientôt ses cinquante ans de carrière, debout, à l'Enseignement supérieur. Et pourquoi pas puisqu'après tout, le repos éternel est garanti.

Lorsqu'il y aura au pouvoir un parti politique ayant un véritable Projet de société, on vivra un changement dans l'organisation des deuils et l'enterrement des morts au Congo. Dans certaines villes comme Kinshasa, les scènes qui se déroulent à l'occasion des funérailles d'un défunt sont une véritable honte pour le pays. Les deuils sont devenus des occasions de concurrence en défilés de mode pour les dames, des lieux de rencontre pour des négociations matrimoniales (licites ou illicites) pour les deux genres. Ils sont généralement des moments de fête pour les jeunes et l'occasion pour eux d'exhiber toutes sortes d'excentricités.

Un projet de société vrai ne négligera pas la position géopolitique du Congo. Depuis la prophétie de Franz Fanon selon laquelle l'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette est constituée par le Congo, Congolais et étrangers répètent cet aphorisme à l'unisson, mais les premiers pensent que leur pays deviendra la gâchette de l'Afrique suite à une baguette magique, sans que personne n'y travaille. Aujourd'hui, le leadership de l'Afrique se dispute entre le Nigéria et l'Afrique du Sud. Le Congo n'est pas classé dans cette compétition malgré sa quatrième position parmi les pays africains les plus peuplés après le Nigéria, l'Égypte et l'Éthiopie. Ses dirigeants clament néanmoins qu'ils vont offrir aux Congolais l'émergence à l'horizon de 2025, comme s'il suffisait de le proclamer pour y arriver. Après avoir raté l'Objectif 80, après avoir gelé la décentralisation (1982) pour retomber sur une balkanisation du pays en vingt-six provincettes sans viabilité comparable, après la parodie de la démocratisation (avril 1990), après le cauchemar de la libération (1996) par le fameux "conglomérat d'aventuriers"<sup>16</sup>, après la première guerre mondiale africaine (1998-2001) dont les effets collatéraux continuent à endeuiller les populations de Beni-Butembo, après que la démocratie a glissé sur une peau de banane malgré quinze ans de tentative de renforcement, les dirigeants congolais ont-ils encore le droit de faire des promesses à leurs peuples ? On peut donc ainsi tromper tout un peuple tout le temps. Bob Marley et même Abraham Lincoln avant lui se seraient-ils si lourdement trompés ? Wait and see.

## LA VOLONTÉ POLITIQUE

Souvent dans nos pays, quand on demande pourquoi telle ou telle chose n'est pas faite, les analystes politiques répondent : il y a manque de volonté politique. Ainsi pourquoi pendant un mandat de cinq ans n'a-t-on pas pu prévoir qu'il y aurait des élections et mettre de l'argent de côté à cette fin ? Réponse : il n'y avait pas de réelle volonté politique d'organiser l'alternance démocratique, et donc les élections.

Qu'est-ce donc que la volonté politique ?

On peut répondre à cette question d'une façon vulgaire. La volonté politique, c'est la volonté pour les dirigeants, de conduire le gouvernement de la Cité dans telle ou telle direction ? Cela rappelle un peu la devise de la ville de Paris : *Fluctuat nec mergitur* (Elle tangue, mais ne sombre pas). La Cité est donc comme un navire sur les flots. Il doit avoir un cap vers lequel il navigue et avec la ferme volonté d'atteindre le port.

Les navires de nos pays donnent souvent l'impression de navires ivres qui ne savent pas vers quel port ils naviguent. Les passagers à bord ont l'impression de faire du sur place, sinon de retourner à reculons d'où ils viennent. C'est l'impression que donne, en tout cas la République démocratique du Congo. Plus les années nous éloignent de la date de l'indépendance, plus les indicateurs de la croissance économique et ceux du développement humain clignotent rouge. Qui n'avance pas recule, dit l'adage. C'est là que nous en sommes. La période des vaches maigres dure tellement longtemps qu'on ne sait plus comment c'était quand elles étaient grasses. Tout cela est, paraît-il, le résultat de l'absence de la volonté politique. Qu'est-ce au juste que cet animal appelé volonté politique ?

Le développement, disent nos économistes, ne "sera jamais un cadeau du ciel qui nous tombera sur la tête à la suite d'un gros nuage. Il sera toujours le fruit mérité d'une longue stratégie consciemment construite par les acteurs sociopolitiques. Car il ne peut y avoir de développement sans une stratégie écrite de développement, avec une vision sociétale, un cap bien défini, et des mille stones datés et chiffrés. (...) La volonté humaine est le seul moteur du progrès, et le libre cours de la nature a souvent dessiné une tendance innée à la dérive.

"La croissance soutenue de l'économie d'une communauté et son bien-être social, ne peuvent qu'être le couronnement d'un processus volontariste impliquant à la fois les institutions étatiques et les forces vives de la société civile, et, de surcroît, dotés d'instruments d'évaluation d'étapes et de correction de cap. Le tout, bien sûr, sous l'orchestration gouvernementale. On parle alors de l'existence d'une "volonté politique"<sup>17</sup> En un mot comme en cent, "La volonté politique, c'est le bilan et les statistiques des réalisations qui restent une fois que l'on a refermé la farde des discours politiques."<sup>18</sup>

<sup>16</sup> Dixit Laurent-Désiré Kabila pour qualifier l'AFDL (Alliance des forces démocratiques de libération (du Congo).

<sup>17</sup> Tumba Bob Matamba, *La renaissance économique de l'Afrique. Les signes avant-coureurs d'une puissance en gestation*, préface de Lye M. Yoka, Paris, L'Harmattan, coll. Comptes rendus, 2013, p. 64.

<sup>18</sup> Id., Ibid.

Là où l'on proclame que les infrastructures routières et les routes des dessertes agricoles constituent la priorité des priorités et l'on laisse des bouts de routes inachevés, des quartiers pimpants neufs mais non intégrés dans un plan d'urbanisation de ville ; là où l'on affirme que le pays dispose d'énormes potentialités agricoles, attendu qu'en mettant à profit son étendue et ses climats, on peut tout cultiver toute l'année, et l'on ne met jamais en place une politique agricole, bien au contraire, on continue à importer tout ce qu'on peut cultiver sur place ; là où, suite à cette incurie, les enfants meurent de kwashiorkor, quand ces mêmes enfants et leurs parents ne meurent pas de paludisme parce qu'ils ne peuvent pas avoir accès aux soins médicaux ; là où 5 % seulement de la population peuvent gagner de l'argent par le travail et que cela n'émeut personne que 95 % autres n'aient pas d'emploi, là, il n'y a pas de volonté politique.

## LA BONNE GOUVERNANCE, AUTRE NOM DE LA BONNE POLITIQUE

Economistes et financiers de tous bords affirment et insistent : Il n'y a pas de bonne économie, de bonnes finances sans une bonne politique. La bonne politique, c'est ce qui s'appelle la bonne gouvernance dans le langage d'aujourd'hui. En effet, la politique ne se définit pas aujourd'hui comme le simple art de gouverner la Cité, elle se décline en un savoir-être, en un savoir et en un savoir-faire. Ce n'est pas exagérer que dire qu'elle devient une science du gouvernement de la Cité, avec ses principes, ses lois et ses règles qui ressortissent à ce qu'on appelle aujourd'hui le "politiquement correct".

Ce politiquement correct renvoie à une manière d'être, de se comporter, en privé ou en public qui serait seule digne des leaders en général, et des dirigeants du pays en particulier. La bonne politique ou la bonne gouvernance est donc avant tout une question d'éthique. On ne peut pas demander à quelqu'un qui pense que l'accès à une charge publique est une occasion de s'enrichir, d'épouser plusieurs femmes, de se constituer un parc automobile avec plusieurs voitures de luxe, on ne peut pas demander à un tel homme d'avoir le sens du bien commun et de l'intérêt général. La direction des hommes doit être confiée aux meilleurs d'entre eux. On ne le dira jamais assez. Il en est de même de la direction du pays, elle doit être confiée aux meilleurs des citoyens.

L'Afrique a tout inventé, y compris des inepties comme celle d'affirmer qu'il n'y a pas d'école pour former des politiciens et que l'on n'a pas besoin de parchemin pour assumer une charge publique. Et pourquoi les Romains auraient-ils inventé dès l'Antiquité le concept de *cursus honorum* ? Et pourquoi les nations dites développées modernes sont-elles si tâtilonnes sur le passé de ceux qui postulent des

charges publiques dans leurs pays ? Et pourquoi les entreprises de chasseurs de têtes connaissent-elles autant de succès depuis le vingtième siècle ? La formation la plus élevée possible est nécessaire à tout dirigeant, à tout leader de ce temps pour bien assumer ses fonctions. Elle permet de comprendre vite et d'avoir de la hauteur dans l'examen de tout dossier. Il est fort dommage que l'on ait cassé l'Ecole nationale d'administration qui avait la mission de fournir à l'Etat des commis à la formation appropriée et avérée. Les Facultés de droit qui avaient crié au double emploi ne les ont pas remplacés. Le savoir nécessaire pour diriger un pays, une entreprise, est de plus en plus complexe en ce début du vingt et unième siècle. Prétendre que l'on peut s'en passer c'est tout simplement prendre des vessies pour des lanternes.

Une bonne éthique, un savoir solide donnent les chances d'un savoir-faire souhaitable en politique. En effet, ce sont souvent des actes posés par les dirigeants en dehors de toute éthique politique et dans l'ignorance de ce qui devrait se faire dans le sens du bien qui alimentent la mauvaise gouvernance. D'après les spécialistes, "La mauvaise gouvernance est à l'origine des crises que la République démocratique du Congo connaît depuis plusieurs années."<sup>19</sup> Cela commence par le refus d'être à l'écoute du souverain primaire, et de tenir compte de ses aspirations. Gouvernement par défi, troisièmes voies, glissements, dialogues nationaux et inclusifs non prévus par la Constitution, troisièmes mandats n'ont produit jusqu'ici qu'instabilité politique, méfiance des investisseurs et ralentissement sinon arrêt des activités économiques productrices. Pendant que les politiciens se disputent les prébendes, les administrations sont dans l'expectative, les services attendus par la population ne sont pas fournis : les routes commencées ne sont pas terminées, l'eau qui sort des robinets ressemble à celle des marigots, les ampoules d'éclairage ressemblent à des bougies et les citoyens attendent en vain la fin des délestages. Les hommes d'affaires réclament à tue-tête l'assainissement du climat des affaires, c'est comme s'ils criaient dans le désert. Alors, c'est la jungle. L'employé porte plainte contre son employeur et gagne le procès devant les tribunaux qu'il ait tort ou raison. Mais l'homme riche gagne tous ses procès en proportion de ce qui sort de sa poche quand il y met la main avant de saluer le magistrat. C'est le règne de la corruption, pratique dans laquelle le Congo tient une bonne place dans le peloton de tête. Or, "Lorsque la corruption atteint un si haut degré, elle devient la manifestation d'une société en crise morale."<sup>20</sup> Alors oui, le Congo est en crise morale. Et on retombe ainsi sur la nécessaire éthique. Et ce ne sera pas en moins de trente-cinq ans qu'il sera possible de juguler une telle crise car un tel travail passe nécessairement par l'éducation, elle-même en crise. Pour casser un tel cercle vicieux, il faut un homme vraiment providentiel que le Congo attend pour le conduire vers l'émergence à l'horizon de l'an 2050. ■

<sup>19</sup> Lire à ce sujet Gaston Mutamba Lukusa, *L'économie du Congo de 2003 à 2011*, Paris, L'Harmattan, 2012 ;.

<sup>20</sup> G. Mutamba Lukusa, op. cit., p. 48.



# FICTION ET ACTIONS

## LE CAS DE LA VILLE DE KINSHASA

---

Par Lye M. Yoka

---

## QUEL KINSHASA POUR 2050 ?

Quel défi que d'imaginer Kinshasa en 2050, comme exercice de science-fiction ! Quels sont, par exemple, les projets urbains d'aujourd'hui réalisables demain ? Quel idéal de vie pour les jeunes ? Quelle culture et quel développement dans une ville que l'on veut créative pour demain ?

En d'autres termes, nous sommes en plein dans la prospective. La prospective elle-même n'est-elle pas un défi épistémologique, un paradoxe, un oxymore, en tant que science du futur, science de tous les possibles, science de l'utopie ?

Car la prospective n'est pas l'horoscope, n'est pas la prophétie, n'est pas la prédiction ni la divination. Alors quelle est-elle exactement ? Les dictionnaires répondent : "Science portant sur l'évolution future de la société et visant, par l'étude des diverses causalités en jeu, à favoriser la prise en compte de l'avenir dans les décisions du présent"

## LES PROPHÈTES DU FUTUR

L'on connaît les travaux de Alvin Toffler<sup>1</sup> de Thierry Gaudin, de Gaston Berger<sup>2</sup>, de Pierre Massé<sup>3</sup> de Michel Godet<sup>4</sup>, Philippe Cahen<sup>5</sup> et de beaucoup d'autres encore, véritables prospecteurs de l'inconnu, de l'impondérable, à partir des tendances fortes, à partir des paramètres et des scénarios comparatifs, observables au présent, y compris les marges d'erreurs. En gros, que nous proposent ces détecteurs des signes du temps ?

Déjà en 1980, dans *La troisième vague*, Toffler prédisait une "vague", un mode de vie "post-industriel" à partir de 1950, caractérisée par l'information, la technologie, et la très grande diversité des sous-cultures ; que la clé de la prospérité serait moins l'argent que la connaissance.

Je ne reviens pas sur les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) adoptées en 2000 par l'ONU en vue de l'horizon 2015. En 2015, l'ONU a dû réviser sa note et revoir ses prévisions reportées finalement en 2030 sous le nouveau label des ODD (Objectifs du Développement Durable) sur base des enjeux plus détaillés d'ordre économique, écologique et sociopolitique.

## LA PROSPECTIVE AFRICAINE

En Afrique, *La Déclaration de Monrovia* (1979) conçue par les experts commis par la CEA (Commission économique pour l'Afrique) ou le *Plan d'action de Lagos* (1980) adopté par la suite par l'Organisation de l'Unité Africaine), ou encore le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement) des années 90 sont les plus connus et les plus cités. Objectif essentiel de cette prospective : l'Afrique en l'an 2000 ou l'Afrique en 2015, ou l'Afrique en 2030 ; l'Afrique de l'émergence des peuples, et non plus des Etats-Nations hérités de la colonisation, grâce à la dynamique et à la montée en puissance et à l'autonomie des entités sous-régionales.

## QUAND LE CONGO SE RÉVAIT

En République démocratique du Congo, on peut signaler les initiatives institutionnelles comme celle du BEAU (Bureau d'études et d'aménagement urbain) celle du DSCR (Document de la stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté) conçu par le Ministère du Plan, ou encore les prévisions de l'INADEP (Institut national pour le développement et la prospective) dépendant du Ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire. Notons par ailleurs divers documents de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations-Unies.

Mais aussi les travaux individuels d'un Mgr Tshibangu datant de 1980 (sur "l'université de l'an 2000", dynamo du développement communautaire)<sup>6</sup>, d'un Ngangura Kasole<sup>7</sup> ou d'un Révérend Père Léon de Saint Moulin ou encore d'un Jacques Fumunzanza (chercheur indépendant), sur l'évolution démographique et socioculturelle fulgurante de Kinshasa.

## REPÈRES

Quels repères d'aujourd'hui pour demain, à l'horizon 2050 ? Prenons comme point de départ 1923, date de l'élévation de la bourgade de Kinshasa au rang de capitale du Congo belge ; à partir de là sectionnons en tranches et en générations de 20 ans jusqu'à présent :

- **1923 – 1940** aménagement du territoire et urbanisation accélérée de Kinshasa ;
- **1940-1960** Guerre mondiale ; participation des soldats congolais et promiscuité avec les autres peuples, d'où naissance et évolution des mouvements de revendication et d'émancipation des Congolais par eux-mêmes. Indépendance du pays ;
- **1960-1980** période post-indépendance avec ses exodes massifs, avec ses conflits multiformes, mais avec les nouvelles contestations contre le Parti-unique et la dictature ;
- **1980-2000** combats pour la démocratie avec au cœur la Conférence nationale souveraine ;
- **A partir de 2000** apprentissages de la démocratie pluraliste.

Passant de 46 km<sup>2</sup> en 1941 pour 49.972 habitants, à 9.965 km<sup>2</sup> pour près de 10 millions d'habitants aujourd'hui, Kinshasa est, en termes démographiques dans le peloton de tête en Afrique avec Le Caire et Lagos.

Rappelons que du point de vue urbanistique, dès le départ jusqu'au milieu des années 50, la conformation de la ville de Kinshasa a été socialement hiérarchisée, voire clivée comme suit : autour du fleuve Congo jusqu'au Boulevard Albert 1<sup>er</sup> (actuel Boulevard du 30 Juin), c'est-à-dire dans le quartier Kalina : des bâtiments administratifs et les résidences des "vrais Blancs" (-Belges, Français, Américains, Anglais). En deçà de ce Boulevard jusqu'à l'Avenue Charles De Gaulle (actuelle Avenue du

<sup>1</sup> Lire Alvin Toffler, *Le choc du futur*, 1970.

<sup>2</sup> Thierry Gaudin, de Gaston Berger, *Phénoménologie du Temps et Prospective*.

<sup>3</sup> Pierre Massé, *Le Plan ou l'Anti-hasard*, 1965.

<sup>4</sup> Michel Godet, *Le choc de 2006*, 2004.

<sup>5</sup> Philippe Cahen, *Le marketing de l'incertain*, 2011.

<sup>6</sup> Léon de Saint Moulin est démographe et professeur à l'Université de Kinshasa.

<sup>7</sup> Ngangura Kasole fut professeur de Philosophie à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication.

Commerce) : résidences et commerce des “petits Blancs” (Grecs, Portugais, Israélites). C’est là que la musique congolaise moderne a pris de l’envol avec les Maisons d’édition, de “coaching” et de production créées par ces commerçants étrangers en faveur des talents en herbe kinois et brazzavillois. C’est là que sont nés les orchestres de prestige qui font école et émulation jusqu’aujourd’hui, tels l’African Jazz de Kabasele, OK Jazz de Franco ou Rock’a-Mambo de Lando, autant de “rois” de la rumba congolaise moderne. Vient ensuite un “no man’s land” depuis la rivière Gombe jusqu’à une espèce de “Bois de Boulogne” à la kinoise, de champ clos pour prostituées (sur l’espace du Grand Marché actuel), en passant par le Golfe, l’Hôpital général, les Jardins zoologique et botanique ; le Home des Mulâtres ; la Cité dite “indigène”.

Vers la fin des années 50, grâce au Fonds du Roi Baudoin, de nouveaux quartiers cadastrés sont construits notamment vers l’est et le sud de la ville : Dendale, Bandalungwa, Yolo, Lemba, etc. Mais après l’indépendance, sous la poussée des exodes ruraux, une bonne partie du sud est envahie par des bidonvilles : Ngaba, Makala, Selembao, Kimbanseke, Kisenso, etc.

## TENDANCES FORTES ACTUELLES ET PROJECTIONS

Si la population actuelle de Kinshasa compte environ 10 millions d’habitants, en tenant compte des 9% de croissance démographique, on arrive au chiffre de 35 millions en 2050. Du point de vue de l’urbanisation, les prévisions du BEAU semblent dépassées étant donné l’extension territoriale exponentielle et passablement anarchique, alors que

le plan de la nouvelle ville cadastrée devrait se concentrer à l’est, au-delà de l’Aéroport de Ndjili. D’ailleurs profitant du fait que Kinshasa est une ville sur les eaux (d’où les noms de quartiers empruntés aux nombreuses rivières sillonnantes : Gombe, Kalamu, Makala, Bitshaku-Tshaku, Makelele, Kisenso, Ndjili, Nsele, etc), bon nombre d’architectes avaient naguère avancé le projet de construire une sorte de ville-jardin, de ville-parc avec des voies de circulation et de communication interfluviales par péniches motorisées, accouplées avec des trams modernisés...

Du point de vue culturel au sens large du terme, autrement dit au sens de la structure des mentalités, Kinshasa est une sorte de face de Janus, avec du pire et du meilleur. Le pire c’est ce que généralement radio-trottoir appelle la ‘kinoiserie’ ; le meilleur c’est la ‘kinoïcité’. Ne nous attardons pas beaucoup sur le mythe de la “kinoiserie” sinon pour la décrire brièvement en termes schématiques; la kinoiserie s’exprime généralement par :

- **la culture du “bruit”** (au sens d’agitation et au sens communicationnel de ‘rumeur’) ;
- **la culture des fausses dévotions et des fausses prédictions** avec la crédulité factice et facile accordée aux messages prophétiques des “Eglises du réveil” et leurs miracles de la prospérité clés en mains... ;
- **la culture de l’accessoire** avec la propension à l’exhibitionnisme, au tape-à-l’œil, à vivre au-dessus de ses moyens, à la “sape” ;
- **la culture de la précipitation** et de l’impatience contraire à la discipline ;
- **la culture de la fascination** des images et des gadgets importés de l’étranger.



Marché public à Kingasani



## PERSPECTIVES

Plusieurs scénarios se présentent à nous en fonction des indicateurs ci-dessus, le plus catastrophique étant que Kinshasa devienne en 2050 une sorte d'eldorado tentaculaire et indomptable.

Pourtant, comme je l'ai dit, tout n'est pas à voir absolument au négatif : les Kinois ont les défauts de leurs qualités et les qualités de leurs défauts. Ils aspirent tellement au changement depuis les années 60 qu'il faut y lire autre chose que du simple luxe pour du simple goût de la nouveauté. Il me semble que leurs aspirations urgentes sont de l'ordre économique, éthique et esthétique : aspiration au bien, c'est-à-dire au bonheur ("bomengo eza kaka mbongo te") ; aspiration au vrai, au "vivre-ensemble", à la liberté constructive ("Mwasi ya Tshaku abotaka na bowumbu te") ; aspiration au beau, à la qualité de la vie ("Linanza libongi na langi", "Mabe ya mbila elengi se mosaka"). C'est ce que j'appelle la "kinoïcité", autrement dit :

- **culture de la diversité culturelle** et propension au dialogue des cultures (qui va s'intensifier avec le phénomène de l'exogamie) ;
- **culture de la mobilité** : avec les exodes ruraux vers Kinshasa en période post-indépendance, et avec les migrations massives vers l'étranger depuis les années 80, les jeunes inventent et continueront à inventer au futur de nouveaux modes de vie, voire une nouvelle civilisation hors frontières, sans frontières. Et peut-être une nouvelle catégorie de nouveaux bâtisseurs d'un nouveau Congo ;
- **culture de la "débrouillardise"** faite d'énergie et de génie inventif (kobeta "libanga", "casser la pierre, rouler la pierre" comme le Sisyphe heureux de Camus). Cette quête, cette frénésie du savoir et du savoir-faire ont conduit les jeunes à apprivoiser de main de maître les nouvelles technologies de la communication. Je pense qu'en 2050, nos arts, et principalement notre musique prendra les voies que prend aujourd'hui le cinéma nigérian, sud-africain et même angolais, avec au départ des moyens techniques de bord, mais fort populaires au point d'induire déjà les bases d'une industrie créative émergente, audacieuse, touche-à-tout en termes d'offre et de quantités. La qualité et l'esthétique elles, s'inscrivent et continueront à s'inscrire progressivement dans ce schéma, selon la loi de la concurrence, de l'offre et de la demande, en imitation des meilleures expériences contemporaines d'ailleurs.

Faut-il craindre alors que l'adoption poussée et effrénée des techniques et des technologies de pointe dans le domaine de la musique, par exemple, favorisent tellement la robotisation et les sonorités électroniques pures et artificielles, qu'elles en arrivent à phagocytter la culture du raffinement, de l'écoute, de la poésie, de la

convivialité charnelle ? Peut-être pas vraiment. En 2050, comme il se dessine déjà maintenant avec le retour nostalgique à la rumba "soft" des années 1950, malgré l'invasion électronique, il se trouvera des "niches" de résistance pour préserver cette culture de la poésie vivante, sans doute avec des approches autrement adaptées et améliorées, et par ailleurs avec une meilleure gestion automatisée et rentabilisée de la propriété intellectuelle et des droits d'auteur ;

- **Culture de la résistance et de la résilience** : historiquement, Kinshasa a toujours été catalyseur des contestations porteuses de changements majeurs : émeutes du 4 janvier 1959 annonciatrices de l'indépendance, contestations estudiantines du 4 juin 1969 annonciatrices de la réforme universitaire, frondes parlementaires de septembre 1980 prélude aux tentatives de démocratie pluraliste ; Conférence nationale souveraine avec ses exercices d'autocritique, avec ses diagnostics et ses pronostics en profondeur ; résistance populaire contre l'invasion des soldats rwandais en 1998, etc.

## KINSHASA 2050

Avec près de 35 millions d'habitants, la ville pourra-t-elle surmonter et assumer cette pression démographique et ses conséquences socio-économiques, socio-écologiques ? Je pense qu'au regard de l'engorgement actuel, les prévisions sérieuses penchent déjà et pencheront davantage pour le déplacement de la capitale vers le centre du pays, comme il en a été question un moment à l'époque coloniale, sans que Kinshasa ne perde de son énergie débordante, de sa sensualité, de sa jactance et de son aplomb, à l'instar de Lagos, d'Abidjan ou de Rio-de-Janeiro.

Parce que la souffrance est une école de la vie ; parce que, pour moi, la débrouillardise est le degré zéro de la rationalité managériale, en la prenant par son côté le plus productif, le plus entreprenant, dans le cadre de législations solidifiées, on pourrait voir cette débrouillardise déboucher sur des résultats porteurs, prometteurs, structurés. A ce propos précis, on observe, depuis une quinzaine d'années, un mouvement de retour au pays des "libanguistes", ces émigrés en diaspora, surtout de la part de ceux en possession de la double nationalité. Bon nombre d'entre eux ont déjà investi à Kinshasa dans l'immobilier, dans les opérations de transfert d'argent, et même dans le domaine de la santé. Le domaine artistique, notamment la promotion musicale n'en est pas en reste, à voir le nombre de studios et d'agences de promotion parmi les plus en vue<sup>8</sup>. Si l'on ajoute que Kinshasa à elle seule, compte une cinquantaine de chaînes privées radiotélévisées avec, c'est vrai, des fortunes et de qualités inégales, variables, il faut souhaiter qu'à l'avenir, ces chaînes se perfectionnent au plan technique, managérial et culturel.

<sup>8</sup> On pense ici à Studios SABAB de Zola, Studios Ndiaye, Studios ICEA de la RTNC, Studios Ngayime des Religieuses catholiques, Studios Sango Malamu, Agence Optimum, Agence Eale CMCT, Agence Pygma, Agence Oxygène de Liyolo Junior, Agence Keys Lovo, Agence Consulting Pro, Agence Racine 3, etc.



*Institut National des Arts  
de Kinshasa*

Un autre signe d'un entrepreneuriat culturel professionnalisable, diversifié pour une ville d'avenir promise au développement et à l'effervescence culturelle, est que, depuis les années 1980, les espaces de production et de promotion artistiques se sont décentralisés et se sont en quelque sorte démocratisés. Si avant les années 80, les activités culturelles se concentraient au centre-ville, après, des diplômés de l'Institut National des Arts ont tenté l'expérience des « théâtres-en-cités », grâce notamment à l'appui financier de la coopération culturelle internationale ; c'est l'émergence des espaces modestes mais « populaires » à la portée des thématiques et des ... porte-monnaie adaptés aux catégories moyennes : Ecurie Maloba à Bandal, Les Bédjarts à Bandal, Les Intrigants à Ndjili, K.MU à Ndjili, Tarmac des Auteurs à Kintambo, Marabout Théâtre à Lemba, etc. Il y a espoir que ces espaces et ces structures semi-professionnelles sortent de leur ghetto respectif et créent des synergies autrement puissantes. Par ailleurs on ne peut pas négliger le fait que Kinshasa compte parmi les rarissimes villes de l'Afrique à bénéficier de la présence des Instituts supérieurs d'art actifs, créatifs et prometteurs.

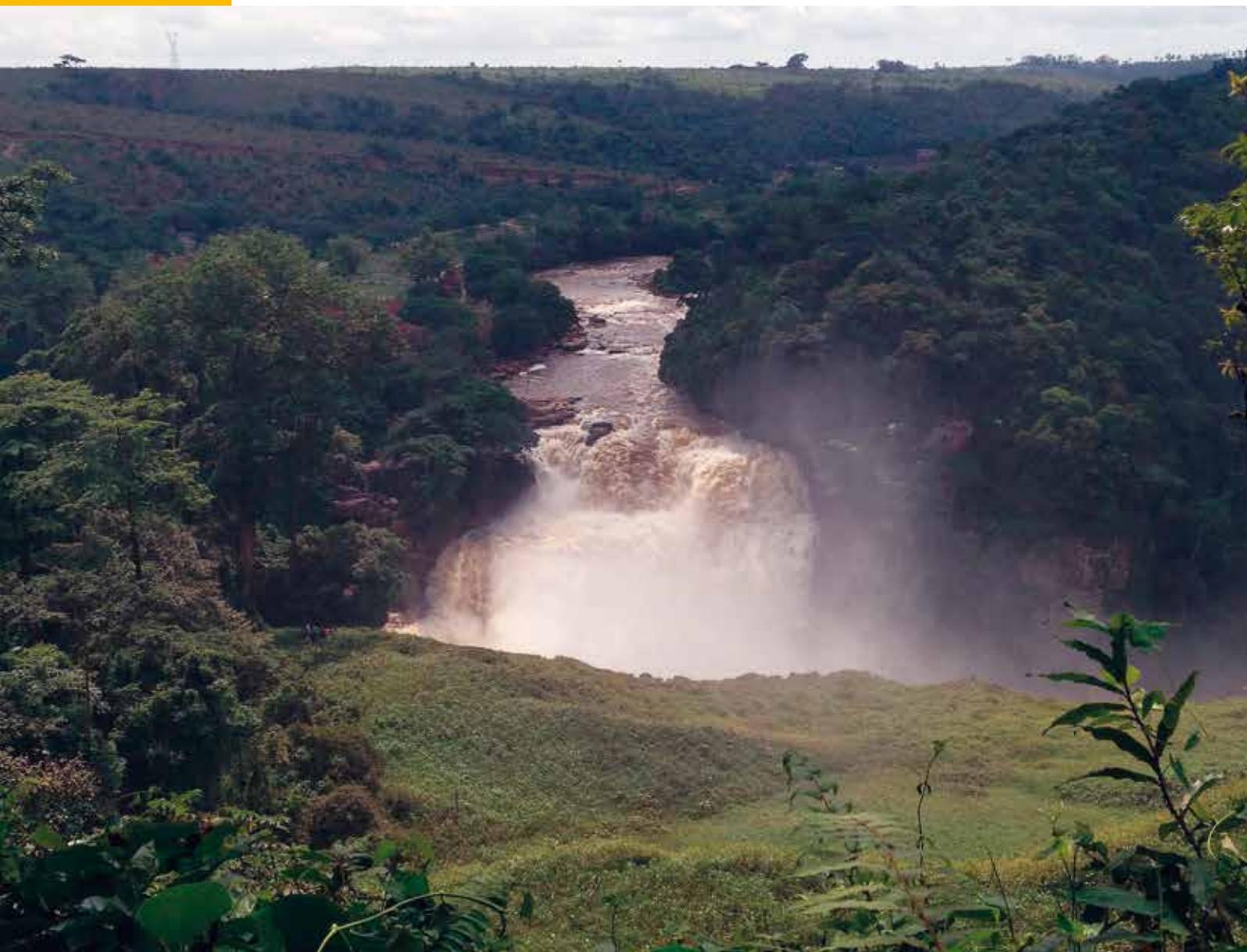
En 2015, Kinshasa a obtenu le label de l'UNESCO comme « Ville créative en musique ». Les opérateurs culturels autant que le Ministère de la Culture et l'Hôtel de Ville de Kinshasa se rendent compte que ce label n'est pas une fin en soi, mais le début d'une mission contraignante, avec des devoirs contraignants de disposer d'une politique culturelle cohérente et nantie de ressources conséquentes à moyen et à long terme, avec des devoirs d'une synergie scientifique tendue

vers l'innovation, d'une diplomatie culturelle performante qui aura mis au grand jour les potentialités patrimoniales et touristiques inestimables du pays, source de revenus substantiels et alternatifs, pour le développement national.

## CONCLUSIONS

Les défis qui nous attendent à l'horizon 2050 sont de trois ordres : le pouvoir, le savoir, l'avoir. Le pouvoir c'est-à-dire la démocratie active et interactive, c'est-à-dire « libres-ensemble, vivre -ensemble ». Le savoir et le savoir-faire grâce à l'énergie du génie créateur, grâce à des recherches applicables pour le mieux-être du plus grand nombre. L'avoir, c'est-à-dire une économie partagée, à la dimension de tout homme et de tout l'homme congolais.

La société kinoise de demain sera une société de mutants, de femmes et de jeunes kinois, congolais, adaptés au changement, à la marche forcée de l'histoire, au contact des espaces, des contrées et des peuples de plus en plus éloignés pour ainsi former des « méga-ethnies » métissées. La société kinoise de demain ne sera plus, en majorité, livrée aux seuls débrouillards, mais elle sera, en bonne partie, celle familière des NTIC, celle d'entrepreneurs et d'inventeurs. Non plus une société prisonnière de la culture de la cueillette, de l'inachevé, de la précipitation ; mais le culte et la culture du labeur, de la prévision, de la frugalité. Non plus une société tartuffe et bigote, mais celle d'une spiritualité responsable, conviviale, lucide, progressiste. ■



Chutes de Zongo  
©photo : ggoadtrip.com

# A QUAND L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE DE LA RDC ?

---

Par Tumba Bob Matamba

---

## POURQUOI FOCALISER SUR L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE ?

Le saut qualitatif du stade de pays sous-développé à celui – universellement convoité – de pays développé, transite par un statut intermédiaire incontournable, celui de pays émergent. Voilà pourquoi la course à l'émergence économique est devenue le thème de prédilection des opérateurs politiques du Tiers-monde, pour justifier la portée de leurs moindres faits et gestes.

Malheureusement, avec les immanquables abus de langage, l'émergence économique est devenue un simple slogan de marketing politique. Elle a rejoint la cohorte de nombre de vocables passe-partout, abondamment manipulés par tous les bords, même les plus extrêmes, à l'instar du concept de démocratie qui se laisse manger à toutes les sauces.

Nous allons donc essayer de fournir au lecteur les repères scientifiques de reconnaissance et d'appréciation d'une réelle marche ascensionnelle vers l'émergence économique. Quels sont les préalables concrets à remplir en vue de placer une économie sur la rampe de lancement vers l'émergence ?

## LES AFFRES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

Le sous-développement est une maladie honteuse, un échec collectif, et nul ne peut réchapper totalement de l'étreinte des tentacules du sous-développement, un cancer omnivore au point de devenir un élément fédérateur de toutes les composantes du corps social. Bon gré mal gré, nous sommes tous solidaires dans l'enfer du sous-développement.

En effet, s'il constitue le lot quotidien des couches les plus démunies, les conséquences indirectes du sous-développement affectent cependant la société globale, et la facture à payer concerne tous les domaines de la vie : l'économie et le social, ce dernier volet englobant les problématiques de la santé, de l'enseignement, du sport, des loisirs, etc.

Il n'existe pas de prophylaxie individuelle contre ce fléau : aucun sujet n'a les moyens ni la faculté de s'isoler, hermétiquement, dans une bulle imperméable aux agressions du sous-développement circonvoisin. Votre activité professionnelle, votre compte en banque ou votre statut social ne vous mettent pas à l'abri des pannes généralisées dans la fourniture de l'énergie électrique, tant pour la consommation domestique que pour l'indispensable éclairage public, ni du désagrément d'une eau courante impropre à la consommation humaine, et encore moins des piqûres de moustiques dans une zone paludéenne déficitaire en dispositifs de santé publique, sans parler du spectacle nauséabond de la misère rampante au détour de chaque coin de rue, etc.

Et, chose plus grave, au plan institutionnel, *l'insécurité est la règle applicable à tous sans exception, du chef au balayeur*. Toute politique cohérente devrait donc déclarer le sous-développement "ennemi public numéro un" et mettre en place l'arsenal juridico-administratif nécessaire à son éradication.

## DÉFINITION ET CRITÈRES DE L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE

L'émergence économique est un impératif de premier ordre, surtout dans un monde où, sous l'impulsion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la mondialisation galopante ravive la concurrence et aiguise l'esprit de compétitivité. Il y va de la survie même des nations à la traîne, car, à l'allure où les progrès se bousculent, rater le train du développement est un suicide qui ne dit pas son nom.

Les 54 pays qui composent le continent africain étaient tous sous-développés il y a six décennies. Depuis lors, une différenciation dans les dynamiques propres à chaque pays a remodelé la physionomie du continent, et quelques nations ont réussi la performance d'accéder au rang prestigieux de pays émergent.

*Il n'y a pas de critères chiffrés pour délimiter la fourchette de la zone de classification des pays émergents*. La raison en est simple : un pays n'est pas émergent en fonction de la hauteur ou du taux de croissance annuelle de son PIB/habitant. Le critère d'émergence est plutôt qualitatif : est émergent un pays hier sous-développé mais qui, **grâce à une modification structurelle de son économie, atteint aujourd'hui des niveaux de croissance soutenue à l'épreuve de la durée**. La résilience est donc la première caractéristique d'une économie émergente. Peu importe le seuil de départ de cette restructuration économique. Voilà pourquoi non seulement les listes des pays émergents diffèrent légèrement d'un analyste à l'autre, mais des pays à revenus divergents se retrouvent parfois côte à côte sur une même liste. Le taux de croissance annuelle du PIB, même sur une longue période, n'est pas un indicateur absolu de l'émergence économique. Il peut n'être qu'un miroir aux alouettes, en l'occurrence quand la croissance résulte d'un effet de prix sur les marchés internationaux des matières premières, comme le pétrole ou le cuivre. Un effet de prix ne découle pas d'un changement qualitatif du modèle économique ; il est forcément éphémère car conjoncturel. *Un pays émergent est celui qui rompt avec le sous-développement chronique de manière radicale, par une transformation de son mode de vie sociale ainsi que de son système de production et de distribution de la richesse*. Il faut passer par des réformes institutionnelles profondes (surtout administratives et fiscales) qui attirent les investisseurs du monde entier et sécurisent les capitaux, en plus de mesures incitatives qui canalisent les investissements vers l'industrie manufacturière, la seule à même de créer la vraie richesse : la valeur ajoutée.



Ci-après, le classement des pays émergents par quelques institutions ayant pignon sur rue<sup>1</sup>.

LISTE DES PAYS EMERGENTS SELON QUATRE INSTITUTIONS : Boston Consulting Group (BCG) Fonds Monétaire International (FMI) BNP Paribas Standard & Poor's
1 - Argentine • 2 - Bresil • 3 - Chili • 4 - Chine 5 - Egypte • 6 - Hongrie • 7 - Inde • 8 - Indonesie 9 - Malaisie • 10- Mexique

La mutation globale de la société qui débouche sur l'émergence, engendre forcément des marqueurs économiques et sociaux qui ne trompent pas un analyste averti.

**Au plan économique**, la complexification et la diversification des activités de production et de distribution ont toujours bénéficié du soutien logistique fourni par le développement parallèle du marché boursier national, un puissant collecteur de l'épargne publique qu'il convertit en capitalisations pour pérenniser le financement de la myriade de projets d'investissement publics comme privés qui se bousculent aux portillons dès qu'un pays a réussi à concilier attractivité et sécurité. C'était déjà le cas dans la décennie 1980 avec les premiers pays émergents désignés par l'acronyme "BRICS", et le phénomène se confirme encore de nos jours. **En d'autres termes, sans une bourse locale des valeurs mobilières, l'émergence économique restera un rêve utopique, sinon un slogan de marketing politique.**

Le fluide financier est la sève qui irrigue le tissu économique et en assure une croissance optimale. Le développement de la sphère financière est l'une des caractéristiques de l'économie mondiale tertiaisée de ces dernières décennies. La financiarisation de l'économie moderne, en permettant à un large public de pénétrer dans le capital des entreprises, est désormais synonyme de décollage économique, à telle enseigne que le sous-développement économique est souvent couplé avec le sous-développement financier. C'est rappeler, en d'autres termes, que l'investissement demeure à jamais le moteur de la croissance économique.

Même dans les pays africains où fonctionnent des bourses de valeurs, on note une relative faiblesse des liquidités et du volume des transactions, faiblesse liée à d'autres distorsions structurelles non encore résolues par les animateurs politiques, notamment la réalisation d'infrastructures économiques de base, et la construction de l'intégration des marchés régionaux. L'ensemble de la capitalisation boursière africaine voisine les 1,2 milliards de dollars, soit le 12<sup>ème</sup> rang mondial si l'on considère toute l'Afrique comme étant un seul pays.

*Que dire alors des pays africains dépourvus de bourse des valeurs mobilières, et où, par consé-*

quent, la négociabilité des titres financiers passe encore aujourd'hui par des arrangements de gré à gré, de bouche à oreille! Le marché financier est le seul mécanisme à même d'assurer efficacement, à grande échelle et dans l'anonymat, le transfert des fonds des agents qui ont un excès de liquidités (les épargnants) vers ceux qui en manquent alors qu'ils en ont un besoin urgent pour produire des richesses à moindre coût (les investisseurs). Faute de bourse de valeurs mobilières au pays, les détenteurs d'excédent de liquidités s'orientent généralement vers trois alternatives : la thésaurisation stérile ou le bas de laine, les dépôts à terme et l'investissement immobilier. Trois secteurs d'activité où la plus-value est nulle ou insignifiante, comparativement à l'industrie manufacturière créatrice de la vraie richesse.

Sans oublier que le marché financier ou marché des capitaux, en développant l'actionnariat populaire, entraîne ipso facto un relèvement du taux de bancarisation dans le pays. Aux USA, plus de 50% des ménages détiennent directement ou indirectement des titres en bourse (NYSE).

Le New York Stock Exchange, ou "NYSE Euronext" depuis la fusion avec certains marchés financiers européens, est la première Bourse du monde. Le NYSE cotait en décembre 2.010 les actions de 2.764 sociétés, représentant une capitalisation boursière de l'ordre de 13.390 milliards de dollars US. Le Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotations) est le plus grand marché électronique du monde, et le deuxième plus grand marché d'actions aux Etats-Unis. La Bourse de Londres ou London Stock Exchange (LSE) est la première place boursière européenne avec 2.966 sociétés, représentant en 2.010 une capitalisation boursière de l'ordre de 3.600 milliards de dollars US. Son indice principal est le FTSE 100 (Financial Times Stock Exchange 100 ou FOOT-SIE). La Bourse de Shanghai est la première bourse de la Chine, devant la Bourse de Hong Kong. En 2.010, elle totalisait 900 sociétés cotées représentant une capitalisation boursière de l'ordre de 2.300 milliards de dollars US. La Bourse de Tokyo est la troisième Bourse du monde après la New York Stock Exchange et le NASDAQ. Cette bourse cotait, en 2.010, 410 sociétés, représentant une capitalisation boursière de l'ordre de 3.800 milliards de \$. Son indice principal est le Nikkei, composé de 225 sociétés cotées.

Sur le continent africain, depuis le début des années 90, le nombre des bourses a plus que doublé, passant d'une dizaine à plus de vingt. Cette croissance demeure encore faible car l'ensemble des bourses africaines représente moins de 5% de la capitalisation boursière mondiale.

28 pays africains sur 54 ont une bourse des valeurs mobilières : l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire<sup>2</sup> l'Égypte, le Ghana, le Kenya, l'Île Maurice, le Malawi, le Maroc, le Mo-

<sup>1</sup> Source: Christophe Jaffrelot, *L'enjeu mondial, les pays émergents*, Paris, Presse des Sciences Po, 2008.

<sup>2</sup> Source: Source /Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, établie pour les 8 pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (uemoa : Niger, Mali, Burkina Faso, Bénin, Sénégal, Togo, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau),

zambique, la Namibie, le Nigeria, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, la Tunisie, l'Ouganda, la Zambie, et le Zimbabwe. Ces bourses sont composées en grande partie des marchés primaires et secondaires des actions et ceux de la dette publique (obligations souveraines et bons du Trésor).

**Au plan social**, l'émergence a toujours été synonyme d'une amélioration qualitative de la vie communautaire, à travers l'indice IDH (Indice du développement humain). Pouvoir d'achat et qualité de la vie cheminent de pair. **D'où l'importance de la politique sociale en général, et salariale en particulier.**

*La vérité des salaires*, c'est un dialogue sincère et responsable entre l'État employeur et les fonctionnaires, pour déboucher sur une grille salariale en harmonie avec le panier de la ménagère. Dans ce dialogue social, le mensonge est un couteau à double tranchant : celui qui croit rouler son vis-à-vis se berne lui-même et finira par en payer le pot cassé. A l'heure de la reddition des comptes, la pauvreté sera le lot commun, et un État émasculé est un catalyseur sûr du sous-développement.

En effet, la carence salariale est le pont aux ânes des politiques de coopération internationale, où l'on dépense des centaines de millions de dollars d'aide au développement sous forme de formation du personnel et d'équipement des administrations publiques dans les pays du Tiers monde, mais les résultats attendus ne seront jamais au rendez-vous à cause de la démotivation des agents d'exécution.

Les pays du Nord ambitionnent de consacrer 1% de leur budget annuel à l'aide au développement, mais cet argent des contribuables occidentaux ira dans un gouffre sans fond, faute de plateau d'accueil intelligent. Ce gaspillage est l'un des paradigmes de sous-développement. Les coopérations internationales se terminent en valse de dupes, où le Nord soulage sa bonne conscience " - J'ai fait ma part de travail", mais, sur le terrain au Sud, les choses restent en l'état. Et rebelote l'année suivante. La perte est double : gaspillage des subventions extérieures et annihilation des ressources et énergies locales.

Pourquoi les cadres africains formés en Europe ne se bousculent-ils pas pour revenir au pays ? Face à leur savoir-faire incontestable, la modicité de l'enveloppe salariale est une brèche par où s'infiltrent la corruption et l'incivisme. Le professeur monnaie ses points d'examen, le médecin aligne des factures parallèles, et le fonctionnaire se fait prédateur de la population. Et ainsi tourne la roue.

**La politique salariale reste la clé de voûte de la réforme administrative, et celle-ci, un impératif**

**de développement.** Aucun partenaire extérieur ne peut venir payer les salaires des fonctionnaires congolais, pour pallier le déficit de l'État. Quelques projets d'aide extérieurs ont essayé d'intégrer des primes compensatoires en guise de compléments salariaux, pour motiver le personnel local, mais il y a une limite à vouloir se substituer à l'État sans empiéter sur son pouvoir de commandement, car c'est lui seul qui engage les effectifs et les sanctionne. D'où un dilemme insurmontable.

**Mais il n'y aura jamais une économie forte avec des fonctionnaires nains.** A prendre ou à laisser. Et pour utiliser une métaphore, je dirais que la République démocratique du Congo est si riche que, en appliquant la rigueur budgétaire, nous avons de quoi payer décemment tous nos fonctionnaires et traverser le fleuve pour aller payer même les fonctionnaires du Congo-Brazzaville. Et c'est loin d'être une science-fiction : l'intégration politico-économique des deux rives du fleuve Congo n'est qu'une affaire de bon sens et de temps. Qui vivra verra.

**Au plan administratif**, le développement est une avancée concertée de toute la ligne de front du combat socio-économique, drainant simultanément tous les secteurs de la vie nationale. D'où l'impossibilité de réussir une campagne d'émer-

gence désordonnée, qui ne soit pas la traduction fidèle d'un PSD (Plan Stratégique de Développement). L'émergence se planifie.

**Au niveau des relations économiques internationales**, le statut de pays émergent a toujours été conforté par un afflux important d'IDE (Investissements Directs Etrangers). En effet, qui dit croissance dit production ; qui dit production, dit capitaux tous azimuts ; qui dit capitaux, dit confiance dans le pays ; qui dit confiance, dit hospitalité et sécurité, donc climat des affaires, et par conséquent réformes institutionnelles et judiciaires. Finis donc le pouvoir arbitraire de l'Administration et ses ingérences intempestives dans le monde des affaires, quand elle se faisait juge et partie sans le contre-pouvoir des tribunaux de commerce.

Transparency International vient de rendre public le classement des risques pays dans le monde pour l'année 2015. Miroir de la perception de la sécurité des investissements à travers le monde, autrement dit : orientations suggérées aux candidats investisseurs. A bon entendeur, salut !

Transparency International reproduit fidèlement le baromètre de l'hospitalité des différents pays à l'égard des investisseurs, nationaux comme étrangers, qui risquent leurs capitaux. Le rôle de l'État dans la croissance économique est

**L'ÉMERGENCE A TOUJOURS ÉTÉ SYNONYME  
D'UNE AMÉLIORATION QUALITATIVE  
DE LA VIE COMMUNAUTAIRE (...).  
POUVOIR D'ACHAT ET QUALITÉ DE LA VIE  
CHEMINENT DE PAIR.**



un poncif ressassé de la doctrine économique. L'administration publique est la colonne vertébrale de l'État, et aucune émergence économique n'est envisageable sans l'accompagnement de tout l'appareil étatique.

*Dans un pays longtemps déserté par le sens de l'État*, il faut une forte dose de courage politique pour administrer des mesures impopulaires mais incontournables de *réformes institutionnelles*. Il faut réformer toute l'administration en restaurant la discipline et la sanction, mais avec la contrepartie de rémunérer décemment les fonctionnaires. Seule la vérité des salaires peut enrayer la corruption que la carence salariale nourrit depuis des lustres. La vocation naturelle de l'administration est d'être cette plate-forme de services, ce sanctuaire pour investisseurs, où ces derniers viennent chercher les informations et appuis étatiques utiles pour créer plus d'emplois, et contribuer ainsi à la résorption du chômage tout comme à la démultiplication de la richesse nationale, le PIB.

La bataille pour l'émergence, qui consiste à sortir le pays de l'ornière du sous-développement, est assimilable à l'un des douze travaux d'Hercule, lorsqu'il fut obligé de détourner les cours de deux fleuves, l'Alphée et le Pérée, pour nettoyer et évacuer en une seule journée les bouses et fumiers accumulés depuis des décennies dans les écuries d'Augias. Le chantier de l'émergence économique est un vrai travail de Titan qui exige de l'élite nationale, en plus des compétences professionnelles classiques, des gages de qualité morale. Il faut une élite engagée, consciencieuse, iconoclaste, et par-dessus tout crédible. Des leaders marqués de l'acronyme "ICI" pour Instruits, Consciencieux et Idéalistes. Des référentiels moraux. Bref, un esprit neuf.

## QUELS ATOUTS POUR LE CONGO

Les atouts de la République démocratique du Congo pour un décollage économique fulgurant, relèveraient d'un conte de fées. La rengaine sur le scandale géologique de ses sol et sous-sol a été ressassée *ad nauseam*. Le pays comptabilise, c'est indéniable, plus de potentialités que de réalisations. Mais au-delà du (i) scandale géologique, il faudra énumérer une kyrielle d'autres scandales, et non des moindres : (ii) le scandale écologique découlant de la deuxième méga-forêt au monde, après le Brésil et avant l'Indonésie, monnayable en termes de crédits carbone ; (iii) le scandale touristique à portée de la main grâce à une biodiversité à large palette et riche en variétés endémiques, en plus d'un climat hospitalier toute l'année et de paysages contrastants dans l'unique pays africain couvrant deux fuseaux horaires ; (iv) le scandale énergétique, fruit d'une hydrographie conjuguant le plus fort potentiel hydroélectrique au monde ; (iv) le scandale agricole qui repose sur des étendues de terres arables à perte de vue (80 millions d'hectares), etc.

*Avec pareille dotation naturelle, il faut le vouloir pour rester sous-développé !*

## CONCLUSION

Il ne peut y avoir de développement sans son outil ad hoc : le PSD (Plan Stratégique de Développement). Ouvrage collectif, ce plan, sanctionné par une loi qui le rend obligatoire et exécutoire, est un outil de référence qui doit être vulgarisé et disponible partout. Sa présence témoigne de la volonté politique du développement, et son absence est un aveu d'empirisme dans la gestion de la chose publique.

Qui dit planification, dit une feuille de route avec des dates et des données chiffrées. Sur l'axe principal de l'objectif du développement, l'émergence économique est une étape transitoire, parfaitement documentée. Sur ledit axe, le segment de droite qui aboutit à l'émergence croise une série d'objectifs transversaux dont la réalisation pleine conditionne l'émergence. En l'absence de ces objectifs transversaux, il est superflu de parler d'émergence économique.

Ces objectifs transversaux en amont de l'émergence économique peuvent être ramassés en deux grandes catégories : les chantiers des *infrastructures*, et ceux des *réformes institutionnelles*.

### Le chantier des infrastructures

L'on ne peut évoquer l'émergence économique, avant d'avoir assuré la maîtrise énergétique du pays : (i) une électricité permanente et régulière, (ii) une eau potable ininterrompue, (iii) un gaz à profusion. Ces services de base, qui constituent la mission première d'un État vis-à-vis de la collectivité, sont un minimum vital. Et c'est à juste titre que les anglophones désignent ces services sous le vocable de "utilities". En effet, au plan économique, les PME/PMI ne peuvent pas tourner indéfiniment avec des groupes électrogènes. De même, au plan social et sanitaire, il ne peut y avoir d'hygiène là où manque l'eau courante.

Suivent ensuite les voies de communication physiques (routes, ponts, chemins de fer, aéroports) et numériques (les autoroutes de télécommunication).

### Le chantier des réformes institutionnelles

Il faut doter le pays d'une administration de développement, qui accompagne et sécurise les investissements, en lieu et place d'une administration parasitaire de l'activité économique. Et seule une fiscalité incitative et non confiscatoire, est à même d'instaurer un climat des affaires apaisé.

Au-delà des discours politiques, l'émergence économique a une consistance chiffrable. Elle a un prix à payer.

### Notice

Economiste, ancien président de Tigo-Congo, Tumba Bob Matamba est actuellement président du Focon (Fonds okapi pour la conservation de la nature en République démocratique du Congo (International Trust Fund)). ■

# BRÈVES DE LA MLK

Par Thomas Lelo

Nos partenaires ont été particulièrement actifs pendant ces derniers mois et la Maison de la Laïcité de Kinshasa (MLK) a eu l'honneur d'être associée à différentes activités.

## ATELIERS D'ÉVALUATION ET DE PRÉCISION DE LA DEMANDE SOCIALE DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE À TOUS LES NIVEAUX

Comme en décembre 2015 et avec l'appui financier du CNCD, la MLK a organisé du 22 au 26 février 2016 cinq ateliers avec comme objectif principal d'évaluer et de préciser la demande sociale de l'éducation publique à tous les niveaux en RDC et proposer des solutions en vue d'un système éducatif plus performant.

Les participants se sont focalisés sur les aspects qualitatifs de la question. Ont pris part à ces ateliers, des représentants du syndicat des enseignants Syeco, du Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et initiation à la nouvelle citoyenneté (EPS-INC), de l'Enseignement supérieur, ainsi que des enseignants de l'EP Lisala, L'EP Matonge, l'Athénée de la Victoire et de l'ITC Lemba.

## JEUNIALISSIME EN GUERRE CONTRE L'HOMOPHOBIE

Le 17 mai de chaque année, le monde entier célèbre la journée mondiale de lutte contre l'homophobie. C'est donc à l'occasion de cette date commémorative que l'ASBL JEUNIALISSIME a organisé, au sein de la Maison de la Laïcité de Kinshasa, un atelier d'échange ayant pour but de sensibiliser les participants à bannir l'homophobie.

Suite au riche exposé de Monsieur Patou IZAI, les participants ont tenté de rechercher les causes et formes de l'homophobie, ainsi que ses conséquences. Une série de recommandations ont été formulées en ce sens, entre autres : organiser des ateliers de sensibilisation sur les notions liées aux personnes LGBTI, impliquer les médias dans la sensibilisation...

Présent à ces échanges, le Directeur de la MLK, a salué la qualité de ces échanges et a promis le soutien de la MLK à l'ASBL Jeunialissime.

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME 2016 : LES FEMMES DU SYECO POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

Mercredi 30 mars 2016, les femmes du Syndicat des enseignants du Congo se sont retrouvées à la Maison de la Laïcité de Kinshasa (MLK), soit de près de 30 participantes, en atelier autour du thème : "Une RDC 50-50 d'ici 2030 pour une éducation de qualité".

Saluant la pertinence des débats et échanges, Monsieur Thomas Lelo a convenu que le développement d'un pays est fonction de la qualité de son éducation. Tel a été toujours le combat de la MLK.

Allusion a été faite par le Directeur de la MLK, aux ateliers sur l'évaluation et la précision de la demande sociale de l'éducation publique soutenus par le CNCD.

## BANDALUNGWA À L'ÉCOLE DES VALEURS LAÏQUES

L'ONG "Espace Vital" a organisé le 16 mars 2016, avec l'appui financier de la MLK, dans l'enceinte de la commune de Bandalungwa à Kinshasa, un atelier d'échanges qui a consisté en un renforcement des capacités sur les valeurs laïques pour une vingtaine d'agents communaux et des représentants des différents bureaux de quartier. Cette activité a été réalisée avec le soutien de la Maison de la Laïcité de Woluwé Saint-Lambert. Le thème central de cette session d'échanges était axé sur la "tolérance", comme une des valeurs de Laïcité.

## REDYNAMISATION DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DANS LA VILLE DE KINSHASA

Fin juillet 2016, la MLK a accueilli une formation organisée par Humanisme et Solidarité (HS) et l'ONG belge Laïcité et Humanisme en Afrique centrale (LHAC). Cette formation portait sur la pédagogie du français oral. Elle s'inscrit dans la réalisation d'un projet en cours portant sur la redynamisation de l'enseignement public dans la ville de Kinshasa.

Pour rappel, la formation était destinée aux professeurs de français et instituteurs de plusieurs écoles kinoises, ainsi qu'à quelques inspecteurs. Deux formatrices belges, Bettie Vanhoudt et Catherine Julva, ainsi que deux formateurs kinois, Messieurs Olivier Wongodombi et Willy Malekani, de l'Université pédagogique nationale de Kinshasa (UPN) en avaient assuré l'encadrement.



## JOURNÉE DE SENSIBILISATION DES PROFESSIONNELLES DU SEXE À L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DU CONTRACEPTIF

L'ONG "Parlons sida aux communautés" (PASCO), a organisé à la MLK, le 1<sup>er</sup> octobre, une journée de sensibilisation des professionnelles du sexe à l'occasion de l'anniversaire du contraceptif. Plus de 450 femmes venues des quatre coins de la ville de Kinshasa ont répondu à ce rendez-vous.

## JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS

Le 5 octobre, dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des enseignants, une centaine d'entre eux se sont réunis à la MLK, pour célébrer cette journée dont le thème était : "Valorisons les Enseignantes et Enseignants, améliorons leur statut professionnel". Ils ont ainsi émis le vœu de voir les conditions de vie des enseignants être améliorées pour une éducation de qualité.

Cette valorisation, passe, selon ces derniers par une prise de conscience de l'Enseignant ainsi que par un accompagnement conséquent de l'Etat. L'Etat qui, a l'obligation régalienne de respecter les recommandations de l'UNESCO/OIT sur la condition enseignante.

## EN ROUTE VERS UNE GESTION DURABLE ET PROTECTION DE NOS RIVIÈRES

Nos rivières ne sont pas une poubelle. C'est cela le désir émis par la Coalition des Organisations de la Société Civile (CORAP). C'est dans cette optique qu'elle a procédé à la MLK au lancement de sa campagne de sensibilisation pour une gestion durable et la protection de nos rivières. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la célébration de la 19<sup>ème</sup> journée internationale d'Action pour les Rivières.

Plusieurs recommandations majeures ont été formulées notamment : Au gouvernement central, au gouvernement provincial ainsi qu'à la société civile.

Parmi d'autres activités extérieures, la MLK a participé à la 4<sup>ème</sup> édition du Forum Social Congolais placé sous le thème "56 ans d'indépendance, quelles perspectives d'émergence pour la RDC ?".

Vous aurez le loisir d'obtenir plus détails sur les différentes activités présentés ci-haut ainsi que d'autres, dans l'édition passée de mai de Kinshasa Laïque ainsi que dans le prochain numéro de *Kinshasa Laïque*, notre bulletin trimestriel à paraître bientôt. Vous y lirez le bilan de la 4<sup>ème</sup> édition du Forum Social Congolais, ainsi que la déclaration du Centre National d'Appui au Développement et la Participation Populaire (CENADEP) sur l'accord politique du dialogue tenu récemment à Kinshasa. Nous vous invitons très cordialement à lire notre prochain bulletin *Kinshasa Laïque*. ■

## ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO DE CONGO LIBERTÉS

### Lye M. Yoka

Ecrivain, Commissaire général du Projet culturel "YAMBI", Lye M. Yoka est professeur émérite à l'Institut national des arts et président de l'OBSCUR (Observatoire des cultures urbaines en RDC), asbl, membre co-fondatrice de la MLK.

### Tumba Bob Matamba

Economiste, essayiste, ancien président de Tigo-Congo, Tumba Bob Matamba est actuellement président du FOCON (Fonds OKAPI pour la conservation de la nature en République démocratique du Congo (International Trust Fund).

### Lukusa Menda André

Président de l'Association des critiques littéraires de Kinshasa, André Lukusa Menda est professeur des techniques d'expression à l'Université pédagogique nationale et directeur de publication de *Congo Libertés*.

### Lelo Thomas

Thomas Lelo est Directeur de la MLK.

### Bernard Lututala

Recteur honoraire de l'Université de Kinshasa, ancien Secrétaire exécutif adjoint du CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche en sciences sociales en Afrique) à Dakar, Bernard LUTUTALA Mumpasi (Ph.D.), est professeur à l'Université de Kinshasa et dirige actuellement le Centre Régional de Recherche et de Documentation sur les Femmes, le Genre et la Construction de la Paix dans la Région des Grands-Lacs (CERED-GL). Blog : [www.bmlututala.blog4ever.com](http://www.bmlututala.blog4ever.com)

# PARTENAIRES CONGOLAIS

## DE LA MAISON DE LA LAÏCITÉ DE KINSHASA

### DROITS SOCIAUX ET DROITS ÉCONOMIQUES

#### Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP)

Contact : Hamuli Baudouin.  
Courriel : cenadep@yahoo.fr ou info@cenadep.net  
Site Web : <http://www.cenadep.net>

#### Réseau de Promotion de la Démocratie et des Droits économiques et Sociaux (PRODDÉS)

Contact : Danny Singoma.  
Courriel : proddesrdc@yahoo.fr

#### Fédération des ONG laïques à vocation Economiques (FOLECO)

Contact : Ndumandele Muke Adalbert.  
Courriel : foleco2005@yahoo.fr

#### Confédération Démocratique du Travail (C.D.T.)

Contact : Kalubye Tshikali  
Courriel : cdtcongo@yahoo.fr

#### Union Nationale des Travailleurs du Congo (UNTC)

Contact : Ndongala Modeste  
Courriel : modeste\_ndongala@yahoo.fr

#### Conseil Syndical des Services Publics (COSSEP)

Contact : Kimbuya Jean-Pierre  
Courriel : cossep\_projet@yahoo.fr

### DROITS DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

#### Comité National Femme et Développement (CONAFED)

Contact : Nzuzi Jeanne  
Courriel : conafed@ic.cd

#### Comité d'Appui au Travail Social de Rue (CATSR)

Contact : Antoine KETIKILA  
Courriel : ketmbala@gmail.com  
Site web : <http://parcequelarueexiste.skunetblogs.be>

#### International Day of the African Child and Youth (IDAY/RDC)

Contact : Katembwe Roger  
Courriel : iday\_rdc@yahoo.fr

#### Eldorado

Contact : EBAYA BRISON  
Courriel : eldorado\_ong@yahoo.fr  
Site web : [www.eldoradocongo.org](http://www.eldoradocongo.org)

#### Fondation Pasa Muntu (FPM)

Contact : Tshimanga Albert  
Courriel : albertshimanga@yahoo.fr

#### Union pour le Développement Familial (UDF)

Contact : Kibambe Christian  
Courriel : ongudf@yahoo.fr

### DROIT À LA SANTÉ

#### Solidarco/Congo

Contact : Anne-Marie Mambombe  
Courriel : am\_mambombe@yahoo.fr

#### Parlons sida aux communautaires (PASCO)

Contact : Lay Michel  
Courriel : pascordc1@yahoo.fr

### ENSEIGNEMENT / EDUCATION

#### Humanisme et Solidarité (H&S)

Contact : Kabongo Frédéric  
Courriel : humasolfr@yahoo.fr

#### Union des Anciens Etudiants de l'Université Libre de Bruxelles (UAE/Congo)

Contact : Kabeya Kanyonga  
Courriel : kkanyonga@hotmail.com

### CULTURE

#### Association des Critiques Littéraires de Kinshasa (ACLK)

Contact : Lukusa Menda André  
Courriel : lukusa.menda@cloud.com

#### Observatoire des Cultures Urbaines en RDC (OBSCUR)

Contact : Yoka Lye André  
Courriel : obscur2010@yahoo.fr

#### Fédération Nationale des Théâtres (FENATH)

Contact : Nzey Van Musala

